MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Quatrième séance – Mercredi 5 juin 2002, à 20 h 45

Présidence de M. Alain Comte, président

La séance est ouverte à 20 h 45 dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *M. Christian Ferrazino*, vice-président, *M. Manuel Tornare*, conseiller administratif, *MM. Michel Anchieri*, *Gérard Deshusses*, *Jean-Marc Guscetti* et *M^{me} Melissa Rebetz*.

Assistent à la séance: *M. André Hediger*, maire, *MM. Pierre Muller* et *Alain Vaissade*, conseillers administratifs.

CONVOCATION

Par lettre du 22 mai 2002, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 4 juin et mercredi 5 juin 2002, à 17 h et 20 h 30.

1. Communications du Conseil administratif.

Néant.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Néant.

3.a) Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit de 4 080 567 francs destiné à la réfection partielle et à la mise en conformité de la patinoire intérieure des Vernets située au 4, rue Hans-Wilsdorf, parcelle 2417, feuille 89, section Genève-Plainpalais (PR-213)¹.

3.b) Réponse du Conseil administratif à la motion de MM. Jean-Pierre Oberholzer, Pierre Reichenbach, Georges Queloz, Peter Pirkl, Pierre Maudet et Didier Bonny, acceptée par le Conseil municipal le 16 avril 2002, intitulée: «Contrat de gestion pour la patinoire des Vernets» (M-280)².

Préconsultation

M. Jean-Pierre Oberholzer (L). Nous savions déjà que la salle des Vernets qui abrite la patinoire était polyvalente, mais nous avons appris ce soir qu'on y faisait également des salades. En effet, il s'agit de ne pas tout confondre! Il faut savoir précisément ce qu'il y a à faire pour que le Genève-Servette Hockey Club puisse jouer dès le 6 septembre dans cette patinoire, puisqu'il a accédé à la ligue nationale A (LNA), qui doit procéder à ces travaux – est-ce la Ville, et avec le groupe Anschutz? – et dans quelles conditions.

Je ferai donc quelques remarques, si vous me le permettez, Monsieur le président, puisque vous avez eu l'amabilité de traiter en un seul point ces deux objets, à savoir la proposition PR-213 du Conseil administratif et la réponse de ce dernier

¹ Proposition, 265.

² Réponse, 274.

Proposition et motion: patinoire intérieure des Vernets

à la motion M-280. M. Hediger, maire depuis le 1^{er} juin, se plaint toujours amèrement des attaques de l'Entente, notamment des libéraux ou des radicaux; eh bien, pour une fois, le groupe libéral – et, je l'espère, le reste de l'Entente – volera ce soir à son secours. Nous allons vous venir en aide, Monsieur le maire! Je prendrai un parachute... Je m'explique.

Nous pouvons bien sûr déplorer votre manque de vision dans l'avenir et de clairvoyance, puisque vous nous avez soumis votre proposition bien tard. En effet, si vous n'entendiez pas la déposer dès le mois de janvier, qu'est-ce qui vous empêchait de la préparer déjà avec votre collègue Christian Ferrazino, de façon que, dès le lendemain de l'annonce de la promotion du Genève-Servette Hockey Club en LNA, vous puissiez la sortir de vos tiroirs? Il vous a fallu six semaines, avec vos services et ceux de M. Ferrazino, pour élaborer la magnifique proposition que nous avons à étudier ce soir.

Cependant, voyez-vous, comme nous n'entendons pas être les fossoyeurs du Genève-Servette Hockey Club et que nous espérons garder longtemps notre équipe en LNA, pour autant que vous ou M. Ferrazino puissiez, après ces six semaines d'études, nous communiquer le montant des travaux urgents qu'il est indispensable de réaliser et que celui-ci nous paraisse raisonnable, nous le voterons sur le siège. Mais nous vous demandons de nous transmettre ce chiffre ce soir, car il faut compter, dès demain, les quarante jours de délai référendaire légal dont vous n'êtes pas sans ignorer l'existence dans notre République, qui est encore une démocratie.

En ce sens, vous avez avec les libéraux et l'Entente un allié, et nous venons effectivement à votre secours, car, autrement, quelle belle cacade! Ce projet serait renvoyé en commission, à laquelle vous demanderiez de l'étudier plus rapidement que vos services ne l'ont élaboré; mais vous oubliez que nous sommes des miliciens, Monsieur le maire! Il faudrait que nous, pauvres conseillers municipaux que nous sommes, prenions une décision si rapide sur la demande de crédit de 4 millions de francs pour revenir à la fin de juin vous proposer nos conclusions. Nous aurions alors à attendre quinze jours, plus les quarante jours de délai référendaire, ce qui nous mènerait à la mi-août. Vous savez pertinemment que, s'il en était ainsi, le Genève-Servette Hockey Club pourrait se prendre un abonnement de train aller-retour le 6 septembre pour aller jouer à Lausanne. Nous ne doutons pas que cela se passerait ainsi.

Cependant, nous préférons voir notre équipe du Genève-Servette Hockey Club jouer dans ses murs, c'est pour cette raison que nous allons effectivement vous aider.

Permettez-moi encore de dire quelques mots concernant la suite. Du haut de notre modeste siège, nous évaluons le coût des travaux à réaliser dans l'immédiat

à un montant compris entre 500 000 francs et 1 million de francs. Quant à la somme restante demandée, nous entendons envoyer la proposition PR-213 en commission pour l'y étudier plus à fond. Comme nous l'avons dit tout à l'heure, cela va peut-être nécessiter une année de travaux.

En outre, nous nous étonnons, alors qu'il n'y a pas dix ans que nous avons déjà investi plus de 13 millions de francs dans la patinoire des Vernets, que nous devions de nouveau lui consacrer tant d'argent, d'autant plus que cela, bien entendu, ne nous paraît pas forcément être directement lié à la promotion de notre équipe de hockey en LNA.

J'ajoute maintenant quelques mots sur la réponse du Conseil administratif à la motion M-280 concernant le contrat de gestion pour la patinoire. Il est bien évident que le groupe Anschutz vous a répondu, Monsieur Hediger, qu'il n'entend en aucun cas établir un partenariat avec vous. Vous avez mis dans vos prétentions la barre tellement haut que n'importe quel négociateur avisé vous aurait gentiment dit de réaliser votre projet sans lui. Dans la lettre de M. Torriani, président du Genève-Servette Hockey Club, que vous avez eu la gentillesse, Monsieur Hediger, de nous lire lors de la séance précédente – j'espère qu'elle figurera au *Mémorial* – il est écrit en toutes lettres que le groupe Anschutz entend effectivement rentabiliser son investissement et qu'il ne continuera pas à investir à fonds perdu. Lors de la séance précédente, vous avez dit, Monsieur Hediger, que le groupe Anschutz, à savoir le propriétaire de l'équipe de hockey, n'entend pas investir... Bien sûr que non, pas avec vous comme partenaire, parce que vous n'en voulez pas de son investissement!

En revanche, mon petit doigt me dit que ce groupe a peut-être des investissements ailleurs. Pourquoi n'envisagerait-il pas, du côté du casino qui va se construire à Meyrin, d'investir dans une nouvelle patinoire, avec une magnifique équipe? Dans cette lettre, il est également écrit noir sur blanc que, si le groupe Anschutz ne retrouvait pas ses billes dans les investissements consacrés au club, ce serait la fin du hockey au niveau du sport d'élite à Genève.

Vous comprendrez donc que nous soyons d'une part un peu déçus du traitement réservé à la motion M-280 par le Conseil administratif et que, d'autre part, nous entendions soutenir le hockey à Genève. Aussitôt que M. le maire, ou M. Ferrazino, nous aura précisé le montant à dépenser dès demain pour les travaux à réaliser en urgence à la patinoire des Vernets, je le répète, si cette somme nous paraît raisonnable, nous la voterons immédiatement.

M. Pierre Maudet (R). En préambule et en réponse aux propos du magistrat qui se plaît depuis plusieurs séances à nous donner des leçons et à présenter ses

Proposition et motion: patinoire intérieure des Vernets

propositions sous le signe de l'anathème en nous adressant des injonctions n'ayant rien à voir avec l'objet des propositions en question, j'aimerais juste rappeler – notre collègue Oberholzer vient de le dire à l'instant – que l'ironie de l'histoire fera peut-être que, le 6 septembre, le Genève-Servette Hockey Club sera obligé d'aller jouer à Lausanne. Les radicaux ont sans doute une meilleure vision dans l'avenir que le Parti du travail, lequel, en l'occurrence, n'a de leçon à recevoir de personne en matière de déculottée électorale; j'en veux pour preuve les élections au Grand Conseil de l'année dernière.

Mais je ne m'étendrai pas davantage sur ce sujet et j'en viendrai au hockey, qui est le propos principal de notre discussion de ce soir. Tout le monde est d'accord sur le fait que nous devons impérativement consacrer un certain montant à un lifting sérieux de la patinoire des Vernets, et ce pour deux raisons. Premièrement, cette patinoire doit répondre à certaines normes pour être en mesure de recevoir les équipes jouant en LNA, et notre souhait le plus cher de tous, depuis vingt-huit ans que le Genève-Servette Hockey Club attend sa promotion en LNA, est qu'il puisse disputer ses matches en LNA aux Vernets. En outre, pour aborder la question des travaux sous un angle plus général, cette patinoire, parce qu'elle a de nombreux utilisateurs, que ce soient des joueurs de curling, des patineurs ou autres, a besoin de ce lifting. Je souligne par la même occasion que la nécessité de ce lifting ne s'est pas seulement manifestée le jour où notre club de hockey est monté en LNA, mais que c'est un besoin qui remonte à des temps plus anciens.

Monsieur le maire, il est vrai que nous vous reprochons ce soir une imprévoyance coupable, parce que nous avons déjà demandé en septembre, un mois après que le groupe Anschutz avait lui-même évoqué la possibilité que le club de hockey évolue en LNA, de prévoir une demande de crédit éventuelle pour aménager la patinoire dans les conditions requises par cette promotion.

Monsieur Hediger, nous avons été surpris quand vous nous avez fait lecture, lors de la séance précédente, de la lettre du groupe Anschutz dans laquelle celui-ci, si la Ville de Genève le lui demande, accepte d'évoquer l'éventualité d'un contrat de gestion. Or, ce que nous vous demandions par le biais de la motion M-280, adoptée par une large majorité du Conseil municipal il y a deux mois, c'était bien d'essayer d'évoquer cette piste. On ne peut pas dire que l'on s'est trompé de route quand on n'est pas allé assez loin, Monsieur le magistrat. C'est bien ce que nous reprochons à votre réponse à la motion M-280, que M. le président a bien voulu joindre au débat sur la proposition PR-213, où vous nous alignez des truismes du style: «Le groupe Anschutz a l'intention de travailler commercialement.» Ah bon? Ce n'est pas une surprise, me semble-t-il... Et je pourrais citer d'autres exemples de ce style qui ne répondent en rien à l'idée de base de la motion M-280, acceptée, je vous le répète, par une majorité du Conseil municipal.

Nous demandions que l'on étudie cette piste; nous sommes navrés, vous ne l'avez pas fait sérieusement, Monsieur Hediger, c'est la raison pour laquelle nous reviendrons sur ce sujet en commission – je doute d'ailleurs que nous puissions le faire en deux semaines.

J'en reviens maintenant au fond de cette affaire. Je me plais à relever que vous vous êtes livré tout à l'heure à une brillante autocritique du chien qui se mord la queue, puisque nous, l'Entente, en sommes réduits ce soir – mais je présume que d'autres groupes, du côté de l'Alternative, se rallieront à nos propos – à défendre le fait que des fonds publics ne soient pas uniquement investis en pure perte, au bénéfice d'une entreprise privée, sans que l'on remette en question la manière dont celle-ci va participer aux investissements concernant cette patinoire. Ce serait quand même un comble que la Ville de Genève finance la totalité des travaux sans s'être assurée au préalable de quelques garanties quant à la participation du groupe Anschutz ou la pérennité de sa collaboration avec celui-ci. Sur ce point, je me permets de m'inquiéter et j'attends avec curiosité les interventions de nos amis des groupes de l'Alternative pour voir dans quelle mesure ils soutiennent ou non cette proposition PR-213, car tel est bien le fond de l'affaire.

Nous ne sommes pas des thuriféraires des contrats de gestion, mais nous voulons simplement nous assurer que, au terme d'un an d'expérience de LNA, si le groupe qui soutient le Genève-Servette Hockey Club décide de se retirer pour telle ou telle raison, ce ne sera pas à la Ville seule de payer les frais. C'est un premier aspect de la question.

Il y en a un deuxième, qui nous semble extrêmement important: les travaux à effectuer à la patinoire doivent pouvoir se faire rapidement pour que celle-ci corresponde au moins au minimum de conformité que nous sommes en droit d'exiger. Je suis au regret de constater que la solution que vous nous proposez, Monsieur Hediger, ne réunit pas les conditions pour que, le 6 septembre, ce club de hockey puisse commencer ses activités dans de bonnes conditions. Ce serait bien une ironie du sort qu'il le fasse à Lausanne!

Vous savez comme moi que le délai référendaire obligatoire de quarante jours, s'il débute ce soir, nous mène au 15 juillet; or, entre le 15 juillet et le 6 septembre, vont s'écouler huit semaines, un laps de temps extrêmement court. Dans ce délai, nous pouvons oser espérer qu'un petit lifting de la patinoire des Vernets aura lieu pour qu'elle soit conforme aux normes requises pour une équipe en LNA. Néanmoins, je regrette que vous ne veniez pas ce soir, Monsieur le maire, nous présenter la proposition PR-213 en ayant scindé la demande de crédit, comme nous vous l'avons demandé à la séance d'hier soir par la bouche de M. Finet, afin que nous sachions à combien s'élèveraient les travaux concernant la mise en conformité de la patinoire.

Proposition et motion: patinoire intérieure des Vernets

Vous auriez ainsi pu nous demander un crédit de l'ordre de 800 000 francs à 1 million de francs, comme plusieurs personnes l'ont évoqué par voie de presse et, en premier lieu, M. Torriani, président du Genève-Servette Hockey Club. Nous aurions pu ainsi d'ores et déjà voter ce petit crédit de lifting simple, alors que le solde, c'est-à-dire le reste du crédit total, qui serait de l'ordre de 3 millions de francs, pourrait être étudié dans de bonnes conditions, d'ici la fin du mois de juin, dans le cadre de la commission des sports et de la sécurité. Comme l'a rappelé M. Oberholzer, nous sommes des miliciens!

Voilà pourquoi, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, nous réitérons notre demande de scinder la demande de crédit de la proposition PR-213 en deux afin de pouvoir voter sur le siège la somme correspondant aux travaux urgents. Que M. Ferrazino qui, en la matière, semble un peu plus amplement informé que le magistrat Hediger, lequel se refuse à nous donner les informations requises, nous dise à quel montant équivaut la première étape des travaux, afin que nous puissions le voter sur le siège ce soir.

Nous renverrons le reste de ce crédit à la commission des sports et de la sécurité pour étude. En effet, je m'interroge sur certaines de ses lignes budgétaires et me demande dans quelle mesure celles-ci obéissent réellement à un critère impératif de rénovation de la patinoire des Vernets *hic et nunc*. Le cas échéant, nous voterons la totalité du crédit demandé au mois de septembre pour la suite des travaux. Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, pour toutes ces bonnes raisons, je vous demande de suivre les propositions de l'Entente que je viens de formuler.

M. Pierre Reichenbach (L). Je me permets d'intervenir ce soir non pas tant sur la motion M-280 ou sur la proposition PR-213, mais sur des faits concrets. Je dirai à M. Hediger et à feu son prédécesseur, M. Dafflon – que je respectais d'ailleurs beaucoup – que, à cinq reprises depuis 1979, j'ai suivi de près leurs propositions concernant les demandes de crédits en vue de travaux au centre sportif des Vernets. Sur ces cinq fois, j'ai été quatre fois le rapporteur de la commission des sports et de la sécurité. Tout cela pour vous dire que je connais bien le problème des Vernets; ce n'est pas prétention de ma part, mais c'est la réalité.

Je vais intervenir dans le sens de M. Oberholzer, qui a tenu des propos très intéressants. Je voulais pour ma part évoquer le manque de demande de responsabilisation de la commission des sports et de la sécurité. En effet, celle-ci a eu, par le passé, l'insigne honneur d'être informée sur les travaux qui devaient être réalisés aux Vernets, c'est-à-dire qu'elle a été mise «au parfum» de toutes les propositions à ce sujet.

Pour la dernière en date, sous ma présidence en 1994-1995, nous avons auditionné M. Dormont, responsable de la sécurité du Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement (DAEL), ainsi que M. Baer, commandant de la police et représentant le Département de justice et police et des transports. Ces personnes nous ont expliqué ce qu'elles souhaitaient en matière de sécurité aux Vernets. Je dois dire qu'il était un peu difficile de répondre à toutes ces exigences, Monsieur Hediger, car certains de vos collaborateurs n'étaient pas du tout enclins à écouter les doléances de l'Etat, qu'elles proviennent de l'un ou de l'autre des deux départements précités! Vous pouvez relire le *Mémorial*, et vous vous rendrez aisément compte que je vous dis la vérité.

Chaque fois qu'il a été question de sécurité et de travaux aux Vernets au sein de la commission des sports et de la sécurité, il y a eu un rapport et ladite commission a accepté le crédit demandé pour effectuer les mesures indispensables prévues. Nous vous avons demandé à l'époque, Monsieur Hediger, de renforcer les mesures de sécurité pour l'évacuation des spectateurs. Il est fort piquant que ce ne soit que maintenant, dans la proposition PR-213, que l'on nous demande un crédit visant ce but. Je vous signale que, depuis l'exercice 1994-1995, cela fait quand même un bon bail! Je commence donc un peu à m'inquiéter de la manière dont vous traitez vos dossiers, Monsieur Hediger!

Au cours de la séance plénière d'hier soir, Messieurs les conseillers administratifs, nous avons abordé ensemble, à propos de la motion M-307, une autre question, celle des parcs publics non équipés de toilettes pour les enfants! Quant à moi, ce soir, je vous parlerai des Vernets, là où les mesures de sécurité devenues obsolètes n'ont pas été adaptées, malgré ce que l'on pourra nous dire à ce sujet, quand bien même nous demandions depuis fort longtemps qu'elles soient adaptées aux demandes justifiées de l'Etat.

L'année passée, Monsieur Hediger, au mois de septembre, vous nous avez entretenus de vos projets concernant la patinoire des Vernets. Vous nous aviez dit que vous alliez nous présenter une proposition à ce sujet, et tous les partis représentés à la commission des sports et de la sécurité étaient d'avis qu'il fallait le faire et vite, car le Genève-Servette Hockey Club allait en avoir besoin... Vous nous aviez répondu que vous feriez diligence. Or nous en sommes maintenant au point où nous sommes «coincés» par le temps pour des questions de délais référendaires et où nous serons contraints de voter sur le siège un montant que nous aurions dû pouvoir étudier en commission!

J'en viens maintenant à la motion M-280. Le but de l'opération n'était pas de vous faire de croc-en-jambe, Monsieur Hediger, puisque je vous ai dit en préambule que nous avons toujours suivi les demandes de crédit du Conseil administratif concernant la sécurité et les travaux à réaliser au centre sportif des Vernets. Il s'agissait simplement de vous demander, comme l'a dit M. Maudet, que la Ville

Proposition et motion: patinoire intérieure des Vernets

ait, dans l'éventualité d'un contrat de gestion passé avec le groupe Anschutz, des garanties pour qu'elle ne se retrouve pas spoliée de ses droits le cas échéant, au moment même où le Genève-Servette Hockey Club jouera en LNA.

Me référant à un article de presse paru cette semaine, je vous rappelle que les autorités munichoises n'ont pas voulu négocier avec le groupe Anschutz et que celui-ci est parti à Hambourg. Tel n'est pas notre but. Nous avons ici la chance d'avoir une équipe de hockey sur glace qui obtient de bons résultats. Peut-être son organisation ne plaît pas à tout le monde, mais, en attendant, elle remplit la patinoire. Or le but d'une patinoire, ce n'est pas d'accueillir 700 spectateurs, mais que le public la remplisse. Cela demande quand même «quelques sacrifices»!

Notre motion M-280 visait, Monsieur Hediger, à vous demander de prendre langue avec les représentants du groupe Anschutz afin d'étudier les synergies intéressantes pour la Ville de Genève.

Concernant les travaux prévus dans la proposition PR-213, je vous le dis franchement, j'envisage de déposer une motion dans le but de connaître le suivi des réalisations. En effet – et vous êtes bien placé pour le savoir, Monsieur le maire – de nombreuses réalisations dans le périmètre des Vernets ont été mal faites. J'en veux pour preuve le carrelage défectueux de la piscine, certains autres travaux mal exécutés, telles les gaines de ventilation et la partie extérieure de la patinoire que nous vous avons demandé de fermer à cause du brouillard; on nous avait répondu que cela n'était pas possible d'y remédier, etc., mais, maintenant, on en est là!

Si vous donnez des informations précises à la commission des sports et de la sécurité, nous vous suivrons dans vos demandes de crédits, mais nous entendons que les travaux prévus soient réalisés! C'est pourquoi, ce soir, nous sommes contraints de voter dans l'urgence. Soyons logiques: si nous devons réaliser des travaux pour que le championnat puisse commencer aux Vernets le 6 septembre, il faut impérativement que nous sachions ce que nous allons voter! Pour ma part, je serais enclin à prôner que nous scindions cette demande de crédit en deux, ce qui ne veut pas dire que nous n'allons pas réaliser la totalité des travaux, car il le faudra. Mais j'aimerais que cette proposition PR-213 soit suivie d'effets et de réalisations quasi immédiates.

M. Jean-Louis Fazio (S). Les socialistes sont satisfaits de la réponse que M. le maire nous a donnée tout à l'heure concernant les travaux à entreprendre à la patinoire des Vernets. Par contre, Monsieur Hediger, nous ne sommes pas du tout satisfaits du peu d'anticipation dont a fait preuve votre département pour

nous présenter la proposition contenant la demande de crédit correspondante. En effet, il n'était pas nécessaire d'être sportif pour voir déjà au début de la saison, en janvier, que l'on pouvait commencer à préparer cette proposition pour anticiper les travaux à la patinoire des Vernets, étant donné la promotion probable du Genève-Servette Hockey Club en LNA.

Les socialistes pensent qu'il est impensable que le championnat puisse débiter à Genève le 6 septembre prochain si un crédit n'est pas voté ce soir. Nous proposons donc de voter sur le siège un crédit de 455 000 francs permettant de commencer tout de suite les travaux, afin d'assurer aux spectateurs de la patinoire les conditions de sécurité requises et de permettre au Genève-Servette Hockey Club de jouer dans des conditions optimales.

M. Jacques Mino (AdG/SI). Notre groupe estime que le sport est une activité importante, tant pour la santé et l'équilibre individuel que pour le développement des rapports sociaux. Nous sommes donc prêts à voter les crédits nécessaires pour que la municipalité continue d'offrir à toute la population les équipements nécessaires à la pratique des sports les plus variés et à appuyer le travail que le maire a déjà souvent commencé dans ce sens. Par contre, nous ne sommes pas du tout acquis au développement du sport en tant que gouffre à millions, où l'on gagne parce que des Etats ou des sponsors privés injectent des sommes astronomiques dans l'entretien de clubs, qu'ils paient et achètent des vedettes de manière indécente au point que, parfois, on ne sait plus très bien si ce sont les sportifs qui gagnent ou l'argent de leurs sponsors.

C'est pour cette raison que nous nous sommes opposés à la construction d'un stade démesurément grand à la Praille. Nous n'allons donc pas contribuer aujourd'hui à faire des Vernets une patinoire de luxe, sous prétexte que le Genève-Servette Hockey Club a passé en LNA. Néanmoins, il ne fait pas de doute que la patinoire des Vernets mérite de recevoir un équipement sérieux, d'être rénovée et mise en conformité avec les règlements. Nous sommes donc prêts à voter sur le siège ce soir une première partie des crédits urgents. Cependant, nous souhaitons pouvoir étudier sereinement le reste des montants demandés en commission.

Par ailleurs, il n'est pas question que la collectivité mette à la disposition du propriétaire du Genève-Servette Hockey Club, sous forme de contrat de gestion ou autre, des équipements publics payés avec l'argent des contribuables. C'est pourquoi nous sommes tout à fait opposés à la motion M-280 de l'Entente, surtout si l'on nous dit que le groupe Anschutz est capable de construire demain une patinoire privée. Privatiser, «marchandiser», commercialiser, aboutit toujours au même résultat: faire payer à la collectivité publique ce qui, dans une affaire, n'est

Proposition et motion: patinoire intérieure des Vernets

pas rentable et en réserver les bénéfiques à quelques-uns. Nous voulons au contraire garantir au plus grand nombre l'accès à des installations sportives destinées à tous les habitants, quel que soit le niveau du sport qu'ils pratiquent.

M. Didier Bonny (DC). Tout d'abord, je me joins aux différentes voix qui se sont élevées jusqu'à présent pour dire que la parade de M. Hediger prétextant que l'on ne pouvait pas prévoir la promotion du Genève-Servette Hockey Club en LNA est un peu légère. En effet, à partir du moment où les *play-offs* ont commencé, c'était la chronique d'une ascension annoncée... Or, gouverner c'est prévoir, Monsieur Hediger! Vous auriez très bien pu faire travailler vos services dans ce sens-là, ce qui nous aurait évité de devoir mener ce débat en urgence ce soir.

Concernant la proposition PR-213, nous nous joindrons bien sûr à la solution évoquée précédemment et consistant à voter un crédit minimal, de manière que la patinoire soit en conformité le 6 septembre afin que le Genève-Servette Hockey Club puisse y jouer. Cependant, nous regrettons vraiment que les différents points contenus dans la proposition PR-213 telle qu'elle nous a été soumise soient en fait totalement mélangés. On mêle ce qui concerne le cahier des charges de la ligue nationale A, l'amélioration de la patinoire souhaitée par M. Hediger et éventuellement par ses utilisateurs, pourquoi pas... Il n'y a aucune transparence, dans cette proposition!

Il aurait été tellement plus clair de présenter séparément les coûts relevant des normes requises pour une équipe en LNA, puis ceux des réalisations que nous pourrions profiter de faire dans le cadre de ces travaux! Il ne me semble pas qu'adopter une telle présentation eût été très difficile, mais il est vrai que, en matière de transparence, Monsieur Hediger, vous avez sans doute encore quelques leçons à prendre.

Cela dit, nous souhaitons vous entendre, Monsieur Hediger, par rapport au montant de 450 000 francs énoncé tout à l'heure par M. Fazio, afin de savoir à quoi il correspond et s'il équivaut bien au minimum des travaux à réaliser. Je crois que, quand vous prendrez la parole, nous aurons la réponse à cette question.

J'aborde un dernier point: Monsieur le maire, vouloir renvoyer à la commission des travaux cette demande de crédit de 4 millions de francs comme ça, c'est un risque que vous auriez pris si la majorité vous avait suivie; apparemment, tel n'est pas le cas, puisqu'elle est plus sage... Etudier une proposition en quinze jours au sein d'une commission est certes possible, mais vous n'auriez jamais été à l'abri d'un imprévu, que le rapporteur ne puisse pas rendre son rapport à la dernière minute, par exemple. Alors, on peut imaginer ce qui se passerait. Il n'y aurait pas de Genève-Servette Hockey Club à la patinoire des Vernets au mois de

septembre! Cela serait bien navrant pour les milliers de spectateurs qui attendent avec impatience de voir le Genève-Servette Hockey Club jouer en LNA à la patinoire des Vernets.

M. Guy Jousson (AdG/TP). Quel beau sujet nous évoquons ce soir, quel sujet de fierté pour les Genevois! Souvenez-vous de l'inauguration de la patinoire des Vernets en 1959, pour ceux qui y étaient et qui ont vécu cet événement qui a pleinement réjoui la population genevoise. A cette époque, je n'avais que 9 ans, mais je partageais déjà l'enthousiasme des Genevois pour cette patinoire. Evidemment, une telle installation implique des travaux d'entretien et d'aménagement au fil du temps, et cette salle, qui est polyvalente, puisque des concerts y sont organisés, doit aujourd'hui être rénovée en fonction des critères actuels énoncés par le magistrat tout à l'heure ainsi que de cette belle réussite de notre équipe de hockey qui monte en LNA.

La patinoire des Vernets, selon nous, est une installation qui appartient à la population de Genève, et cela doit continuer à l'être. Nous nous opposerons donc toujours à sa privatisation, que nous lisions entre les lignes de la motion M-280, ou qui y est même explicitement mentionnée.

En conclusion, notre groupe est tout à fait prêt à voter sur le siège la totalité du crédit demandé par la proposition PR-213, sans pour autant s'opposer à un renvoi en commission.

M. Daniel Künzi (AdG/SI). Vous allez entendre la parole d'un ancien hockeyeur, à qui le *puck* est plus cher encore que le ballon rond. Il me semble que nous nous enfermons parfois dans les détails. Qu'est-ce qui constitue le fondement de la question que nous étudions ce soir? Un problème économique.

Pour mieux le cerner, je prends un exemple. Une multinationale établie dans le Far-West dit qu'elle veut bien venir investir à Genève: «C'est magnifique, vous avez un lac merveilleux et une patinoire avec de la bonne glace, mais attention, ne pourriez-vous pas investir quelques millions pour construire les murs de notre entreprise?» Il peut s'agir d'une compagnie comme Hewlett Packard ou Enron, par exemple. La Ville de Genève répondra: «Vous avez un chiffre d'affaires gigantesque, vous réalisez des bénéfices, et nous devrions vous aider à construire votre bâtiment? C'est insensé!» Ce n'est évidemment pas une collectivité publique qui doit sponsoriser une multinationale.

En l'occurrence, nous discutons d'un projet un peu plus précis, mais qui est voilé de couleur grenat. La multinationale dont il est question, en effet, a

Proposition et motion: patinoire intérieure des Vernets

revêtu les couleurs grenat du Genève-Servette Hockey Club. Du fin fond de son siège de Los Angeles, elle nous dit: «Nous venons volontiers nous amuser à Genève, mais pour cela, il nous faudrait quelques millions pour des équipements.» Est-ce la Ville de Genève qui doit subventionner cette respectable institution, Anschutz Entertainment Group, qui fait certainement – que l'on me communique les chiffres! – un bénéfice de plusieurs dizaines de millions de dollars? Si j'en crois les informations communiquées par un site internet, cette compagnie a même pu financer à hauteur de plus de 100 000 dollars la campagne présidentielle de M. Bush. Est-ce donc à la Ville de Genève de sponsoriser cette entreprise?

J'ai l'impression que, si on laisse de côté l'aspect du sport, nous avons affaire à l'histoire d'un bonhomme qui va voir un riche – un filou, en l'occurrence – et qui lui dit: «Je vous donne l'heure, et vous, refilez-moi votre montre!» J'ai le sentiment que nous sommes face à un tel cas de figure.

Je ne suis pas opposé à ce que nous en discutons, mais beaucoup d'inconnues doivent être élucidées. Le groupe Anschutz paiera-t-il des impôts sur les revenus qu'il va faire avec le club privé qu'il a acheté, à savoir le Genève-Servette Hockey Club? C'est une première question. Voici la deuxième: quel sera le prix de location de la patinoire? Nous n'en savons rien. Le groupe Anschutz dit que l'on verra, que l'on en discutera, mais pour l'instant il nous tient à peu près ce discours: «S'il vous plaît, passez la commande, construisez quelque chose.» C'est donc un marché de dupes. Qui plus est, ces multinationales sont très capricieuses, et vous savez comment cela se passe dans le monde du football. Je suis bien renseigné à ce sujet, en tant que grand sportif. Du jour au lendemain, les investisseurs disent que cela ne les intéresse plus, qu'ils ont trouvé une affaire plus rentable pour y injecter leurs millions et que, par conséquent, ils vont s'en aller.

En ce sens-là, je suis même prêt à rejoindre M. Maudet. Croyez-moi si vous le voulez, mais nous avons besoin de garanties avant de voter ces quelques millions qui serviront non pas à l'ensemble des patineurs, mais prioritairement à cette multinationale du sport qu'est le groupe Anschutz.

M. Damien Sidler (Ve). Les activités sportives dont les besoins énergétiques nécessaires à leur pratique dépassent de très loin les calories brûlées par les joueurs peuvent difficilement recevoir l'appui des Verts. Mais, si nous ne pouvons soutenir cette motion au nom du sport, peut-être pourrions-nous l'envisager sous l'angle du spectacle? Hélas, là aussi, le sport professionnel en tant que spectacle tel que nous le connaissons aujourd'hui ne correspond en aucun point au programme des Verts basé sur le développement durable. Que ce soit la flambée parfois impressionnante de certains salaires de joueurs, le sponsoring omniprê-

sent et le plus souvent générateur de montagnes de déchets difficilement récupérables, le management des clubs par des multinationales qui s'immiscent dans la vie sportive locale, le temps de se livrer à quelques opérations financières juteuses avant de quitter prestement les lieux lorsque le vent tourne, tous ces arguments nous poussent à dire non: à l'heure actuelle, la proposition PR-213 ne peut remporter l'adhésion des Verts d'un point de vue strictement idéologique.

Cependant, nous sommes prêts à passer outre à nos convictions idéologiques ce soir pour adopter une position un peu plus pragmatique, car nous ne voulons pas briser l'élan populaire pour la promotion en LNA du Genève-Servette Hockey Club, surtout pour un montant de 4 millions de francs relatif à des infrastructures municipales que nous entendons bien garder telles. De surcroît, il s'agit d'une simple adaptation aux normes en vigueur. Nous suivrons donc la proposition de scinder en deux la demande de crédit du Conseil administratif et de voter sur le siège les 450 000 francs destinés aux travaux urgents, comme l'a proposé le Parti socialiste, afin d'étudier le reste du crédit en commission. En effet, si M. Hediger et ses services ne peuvent réagir dans l'urgence, nous n'avons aucune raison de bâcler nos travaux.

M. Georges Queloz (L). Comme cela a paru dans la presse, nous avons reproché à M. Hediger de ne pas avoir été assez prévoyant concernant la patinoire des Vernets. En effet, je ne suis pas le seul dans cette enceinte à dénoncer le fait que la proposition PR-213 qui est soumise ce soir au Conseil municipal n'ait pas été préparée avant la promotion en LNA du Genève-Servette Hockey Club. Nous demandions que l'on gagne du temps. Il aurait en effet été possible de prévoir cette promotion afin de nous soumettre au lendemain de celle-ci une proposition chiffrée, et non pas une demande de crédit telle que celle qui nous est soumise ce soir, ne mentionnant pas le détail des chiffres qui nous permettraient de distinguer les travaux de mise en conformité de la patinoire qu'il est nécessaire d'entreprendre afin de répondre aux exigences de la Fédération nationale de hockey sur glace des autres travaux.

Monsieur Hediger, nous vous avons reproché de ne pas avoir su prévoir cela, mais, quant à nous, si nous avons déposé la motion M-280, c'était justement parce que nous sentions bien, au contraire, ce qui allait arriver ce soir. Les bancs d'en face ne sont pas prêts à voter la totalité de ce crédit, et je partage leur point de vue. En effet, le sport a pris aujourd'hui une autre tournure qu'il y a vingt-cinq ans. En 1959, Monsieur Jousson, les clubs étaient des sociétés à but non lucratif; aujourd'hui, ils sont devenus des entreprises commerciales. Imaginez que quelqu'un, dans cette enceinte, propose que nous louions pour 3000 ou 5000 francs par mois l'Hôtel Métropole. Je crois que le Conseil municipal refuserait à l'unanimité une telle proposition.

Proposition et motion: patinoire intérieure des Vernets

Alors, quand nous avons demandé au magistrat, par le biais de la motion M-280, de négocier un contrat de gestion, que lui avons-nous demandé en fait? De discuter avec les partenaires et de venir nous présenter une proposition recevable. Or il a fait tout ce qu'il pouvait pour nous soumettre dans sa réponse à cette motion une proposition totalement irrecevable!

En effet, il est impossible, sur la base de l'investissement que représente la patinoire à ce jour, sans compter les travaux à effectuer, soit un montant d'environ 17 millions de francs, de calculer le loyer de celle-ci à un taux d'environ 5%, comme cela se pratique pour un bâtiment, une installation qui est un outil de travail commercial. Vous ne pouvez pas dire au groupe Anschutz: «Voilà nos conditions: c'est 5% si c'est vous qui gérez», et en même temps lui imposer que la Ville se réserve des jours et des heures pour que le patinage artistique, comme c'est le cas aujourd'hui, puisse avoir lieu et que tout un chacun puisse aller patiner ou que les lieux soient également à disposition pour d'autres manifestations.

Les frais de gestion et d'exploitation de cette patinoire ne sont pas les mêmes suivant ce qui s'y déroule. Vous comprendrez bien que si nous en confions la gestion à un privé tel que le groupe Anschutz, il faut aussi qu'il puisse refacturer certaines prestations. Je reprends l'exemple de l'Hôtel Métropole que j'ai cité tout à l'heure. Vous ne pouvez pas imposer un état locatif correspondant à ce qui se pratique sur le marché et dire en même temps que le Conseil administratif entend aller y manger gratuitement quand bon lui semble ou encore y envoyer des hôtes de passage à Genève pour y dormir. Cela ne serait pas acceptable pour celui qui devrait gérer cette opération!

En l'occurrence, le groupe Anschutz l'a bien souligné, il est prêt à discuter et même il le souhaite. Monsieur Hediger, c'est bien ce que disait la deuxième lettre, la lettre de M. Howen que vous nous avez lue lors de la séance précédente, alors que vous aviez prétendu le contraire, notamment en vous appuyant sur la lettre de M. Torriani, que vous nous aviez lue en premier lieu. Le groupe Anschutz aurait donc bien affirmé qu'il était prêt à discuter et qu'il voulait être sur la liste des candidats au cas où la Ville demanderait un contrat de gestion ou entreprendrait des démarches dans ce sens. Monsieur Hediger, dans le cadre d'un contrat de gestion, vous ne pouvez pas demander un loyer à 5% pour la patinoire et, en plus, des redevances de 7,5% sur tout l'aspect commercial, à savoir les redevances sur la retransmission télévisée, la buvette, les T-shirts ou je ne sais quel autre objet encore qui serait vendu dans cette patinoire. Je comprends que le groupe Anschutz refuse de collaborer dans de telles conditions.

Evidemment que le groupe Anschutz accepte la proposition que vous leur faites! Mais ce serait un âne, s'il ne l'acceptait pas! En effet, vous lui dites que la Ville lui louera la patinoire aux mêmes conditions que l'année passée, puis vous demandez aux contribuables de venir investir 4 millions de francs environ

pour y réaliser des travaux, des installations, des loges qui seront ensuite louées à 20 000 francs pour la saison, peut-être.

Monsieur Hediger, je ne comprends pas votre position en tant que président de la Fondation du Stade de Genève, parce que vous faites une concurrence déloyale! Les loges de la patinoire seront forcément plus avantageuses que celles du stade de la Praille, si c'est la Ville qui les a mises gratuitement à disposition. Vous êtes donc dans une situation paradoxale, Monsieur Hediger! Dans l'intérêt du sport, du Genève-Servette Hockey Club et de tous ses supporters, il est temps, même si c'est la Ville qui consent à cet investissement, de faire payer le juste loyer au groupe Anschutz et d'avoir un contrat en cas de désengagement de celui-ci.

Si nous, les auteurs de la motion M-280, voulions, au départ, que ce soit éventuellement le groupe Anschutz qui fasse les travaux de la patinoire, c'était justement pour que celui-ci s'engage par rapport à celle-ci et qu'en cas de rupture de contrat la Ville devienne propriétaire de ces installations.

M. Jean-Pierre Oberholzer (L). Je ne suis pas un ancien joueur de hockey, mais il me semble que, quand on pratique ce sport, il faut de temps en temps toucher le palet, pour ne pas dire le *puck*, terme qui pourrait être soit de l'anglais, soit de l'américain... Or l'anglais se rapporterait au siège européen d'Anschutz, l'américain à son siège mondial de Los Angeles, ce qui donne, semble-t-il, un peu d'eczéma à certains des bancs d'en face.

Cela dit, vous transmettez à M. Künzi selon notre rituel un peu particulier, Monsieur le président, qu'il n'a rien compris. La motion M-280 visait justement à proposer à ce partenaire financier du sport d'élite à Genève qu'est Anschutz de faire les investissements qui s'imposent pour la patinoire des Vernets. Ce n'était pas la Ville qui construisait une patinoire dorée pour la lui confier et qu'il puisse en tirer des bénéfices éhontés! Cela juste pour vous dire que ce n'est pas non plus le groupe Anschutz qui a demandé que nous déposions cette motion M-280 mais l'Entente. Contrairement à ce que nous avons pu lire dans la presse, je vous rappelle que ce n'est pas une poignée de conseillers municipaux qui l'ont soutenue, mais tous les partis représentés ici, à l'exception du vôtre, Monsieur Künzi, et du Parti du travail.

Cependant, pour que la motion M-280 puisse aboutir, encore eût-il fallu que l'on proposât autre chose au groupe Anschutz qu'un contrat de dupes digne de la mafia russe – pardon: de l'ex-URSS.

Au sujet des sponsors locaux, nous partageons bien entendu votre souci, Monsieur Künzi, vu la situation qu'a connue le football et que risque de connaître

Proposition et motion: patinoire intérieure des Vernets

le hockey dans une année. Nous préférierions bien sûr prévoir une collaboration avec des partenaires locaux bien ancrés dans le tissu local, sportif et social de notre bonne ville de Genève; il y a certainement ici des gens qui ont la fortune suffisante pour soutenir ce sport, fût-il d'élite. Je me suis donc demandé pourquoi ce n'était pas le cas. Ma réponse est peut-être un peu simpliste, mais, si un jour, d'aventure, nous avons un magistrat qui n'appartient pas à votre chapelle pour diriger le département des sports et de la sécurité, Monsieur Hediger, peut-être les sponsors seront-ils un peu plus nombreux à se pousser au portillon à Genève.

M^{me} Sandrine Salerno (S). Je voulais brièvement m'exprimer au sujet de la somme de 455 000 francs articulée par mon collègue Jean-Louis Fazio. Elle comprend en fait la mise en conformité de la patinoire selon les normes de sécurité permettant à un club de jouer en LNA. Ces 455 000 francs devraient en principe servir au réaménagement des gradins latéraux. Je me suis laissé dire par des personnes particulièrement bien informées que c'était bien, en effet, la somme correspondant exactement à ces travaux-là. Si le magistrat a une information différente à nous transmettre, je lui saurais gré de me la communiquer maintenant.

Je rappelle la position visiblement majoritaire dans ce plénum: nous ne souhaitons pas renvoyer la proposition PR-213 telle quelle en commission, puisque nous entendons voter une partie du crédit demandé sur le siège ce soir. Par conséquent, à moins que le magistrat n'ait une autre proposition à émettre immédiatement, je vais formuler un amendement à la proposition PR-213 allant dans ce sens, lequel se présentera sous la forme d'un deuxième projet d'arrêté concernant la somme de 455 000 francs. Si M. Hediger veut bien avoir la gentillesse de me répondre au sujet de la destination de ce montant, ce sera parfait.

M. Roger Deneys (S). Je voudrais intervenir pour rappeler que les socialistes ont soutenu la motion M-280 initiale – je ne vais pas reprendre ce qui concerne le crédit présenté dans la proposition PR-213 – concernant la gestion de la patinoire pour l'année prochaine. Nous avons agi ainsi parce que nous nous inquiétons évidemment de sa gestion pour cette saison où le club Genève-Servette serait en LNA, dans la mesure où un tel club a des besoins certainement supérieurs à ceux d'un club de ligue nationale B.

Notre souci principal, il est vrai, était peut-être à l'opposé de celui des bancs de l'Entente, puisqu'il visait à garantir l'accès de la patinoire aux autres utilisateurs que le Genève-Servette Hockey Club. C'est pour cela que nous demandions la mise en œuvre d'un projet de convention et en tout cas des explications de la

part de M. Hediger. En effet, un document publiquement débattu au sein du Conseil municipal est bien plus utile et pertinent qu'un contrat négocié de gré à gré entre le Conseil administratif et une société privée.

En ce qui me concerne, Monsieur Hediger, je dois dire que vous n'avez pas eu la dextérité nécessaire pour présenter le crédit demandé dans la proposition PR-213 dans des délais raisonnables, mais il est vrai que la motion M-280 de l'Entente n'a en tout cas pas arrangé la situation. En effet, je suis désolé de le dire, cette motion a donné l'impression que l'Entente voulait – à tort ou à raison – privatiser la patinoire des Vernets, ce qui a rendu la réponse du Conseil administratif moins limpide, parce qu'elle ne concerne plus seulement les travaux à réaliser mais également les aspects sous-jacents à cette motion, c'est-à-dire la question de savoir s'il faut ou non privatiser la patinoire des Vernets. Il s'agit de deux objets différents, et je dis que la motion M-280, qui est intervenue dans ce débat simultanément à la proposition PR-213, n'a fait qu'entretenir la confusion.

A ce sujet, un point m'interpelle. Comme Monsieur Oberholzer l'avait mentionné à l'époque, le groupe Anschutz avait déjà eu des contacts avec des représentants de l'Entente avant même le débat au Conseil municipal. Or M. Künzi l'a relevé: ce groupe est semble-t-il un financier important du Parti républicain aux Etats-Unis et il est connu pour ses positions conservatrices. Je n'arrive donc pas très bien à comprendre, en ce qui me concerne, l'attrait qu'il peut avoir aux yeux du Parti libéral, notamment. A moins que l'on puisse faire des analogies entre la Suisse et les Etats-Unis?

J'aimerais donc recevoir publiquement de MM. Oberholzer, Maudet et Bonny une réponse à ce sujet ce soir. Je souhaite en effet avoir la garantie que leurs partis n'accepteront pas et n'ont pas accepté de dons de la part du groupe Anschutz pour mener une telle campagne de lobbying.

M. Pierre Maudet (R). Je n'avais pas prévu de prendre la parole tout de suite, mais je profite de l'opportunité qui m'est donnée pour répondre immédiatement à M. Deneys et lui préciser qu'il nous fait là un procès d'intention. Pour notre part, au groupe radical, nous n'avons jamais, à aucune occasion, rencontré de représentant du groupe Anschutz. Peu nous en chaut, d'ailleurs, il pourrait s'agir du groupe Anschutz comme de n'importe quel groupe privé, suisse ou étranger, cela nous est complètement égal.

Je suis navré de le dire de la sorte ce soir, cela m'attriste un peu, mais, pour une fois, nous sommes plus ou moins sur la même longueur d'ondes que M. Künzi. En effet, il a, semble-t-il, compris une partie de la réponse à notre motion M-280, que le Conseil municipal avait d'ailleurs accepté de renvoyer au Conseil administratif pour que celui-ci étudie la liste de points figurant dans

Proposition et motion: patinoire intérieure des Vernets

l'invite. Je ne vois donc pas où est la complexité de la motion M-280 et en quelle mesure elle a brouillé les pistes. Simplement, il était clair dès le départ que nous ne voulions exclure aucune éventualité. Je suis navré de vous le dire, que cela soit Anschutz ou un autre groupe, nous ne sommes pas d'accord de financer avec des fonds publics, à fonds perdus et sans garanties, un outil de travail pour un groupe privé qui bénéficiera, comme M. Hediger le précise dans sa réponse, de rendements commerciaux avec un groupe de hockey.

Cela dit, je m'inquiète quand même un peu des propos prononcés par certains dans cette assemblée ce soir. En effet, à la page 2 de la réponse du Conseil administratif à notre motion M-280, nous lisons, sous la plume de M. Hediger, que «les installations sportives ne sont pas, a priori, rentables». Je m'inquiète donc un peu aussi pour le futur Stade de Genève et je me demande quand va nous être soumise une demande de crédit pour le fonctionnement de celui-ci. Sur ce point, il faudrait s'interroger: dans quelle mesure la décision de ce soir va-t-elle faire jurisprudence pour la suite?

Mesdames et Messieurs, nous avons voté le crédit pour le stade de la Praille, 3 millions de francs, parce que le magistrat nous a donné la garantie, la semaine dernière encore, en commission, que c'étaient bien des privés qui gèreraient ce stade de football, et nous entendons bien qu'il en soit ainsi.

Le débat de ce soir dépasse le sujet de la patinoire, et M. Deneys a raison de mettre le doigt là-dessus, mais ne nous trompons pas de combat: il s'agissait bel et bien, avec la motion M-280, déposée par l'Entente, non pas de se faire les adjutants ou les porte-serviette de quelconques groupes, mais de poser clairement les enjeux. Nous n'allons pas nous attribuer des remerciements à nous-mêmes, mais heureusement que nous avons posé la question! Autrement, où en serions-nous ce soir, nous, conseillers municipaux, si nous devons voter la tête dans le sac, sans savoir exactement quelles sont les conditions à remplir pour que le Genève-Servette Hockey Club puisse commencer la saison en LNA le 6 septembre? Je vous le rappelle, nous appelons tous cela de nos vœux.

M. Daniel Künzi (AdG/SI). Je me dois quand même de rendre le *puck* ou le palet à M. Oberholzer! Vu que ce conseiller municipal semble avoir d'excellents contacts avec le groupe Anschutz, je me demande quel bénéfice il en retire. Est-ce une nécessité impérieuse pour la Ville de Genève que d'investir dans ce groupe qui entretient un club de hockey privé? N'en a-t-il pas les moyens tout seul?

Prenons un exemple au hasard. La Fondetec, quand elle investit dans une entreprise et la soutient, avant de mettre ses œufs dans le panier – en tout cas en principe – examine si l'entreprise est viable ou pas. Si elle l'est et fait du bénéfice, la Fondetec ne va pas investir, car ce n'est pas sa vocation.

La vocation de la Ville de Genève – j’ai bien lu les documents que citait M. Oberholzer – avant d’investir pour favoriser le groupe Anschutz et contribuer à installer confortablement à Genève cette multinationale établie à Los Angeles, consiste selon moi à se demander si ce groupe n’en a pas les moyens par lui-même. Je me demande également si, parmi les 3000 à 4000 millionnaires établis sur le sol genevois, certains ne pourraient pas jouer le rôle du groupe Anschutz.

M. Didier Bonny (DC). Je prends la parole uniquement pour rassurer M. Deneys, puisqu’il m’a directement interpellé; Monsieur le président, je vous prie donc de ne pas tenir compte de cette intervention dans mon tour de parole au cas où je devrais encore intervenir une autre fois.

Que M. Deneys soit complètement rassuré: aucun membre de notre groupe n’a jamais eu aucun contact avec le groupe Anschutz. J’espère que, comme cela, il pourra mieux dormir...

Puisque j’ai la parole, je dirai juste à M. Künzi que je pense que, depuis les votations de dimanche concernant l’impôt sur les grosses fortunes, il y a quelques millionnaires de moins sur le sol genevois.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Monsieur le président, vu l’absence provisoire de M. Oberholzer, mis en cause, vous me permettez de me substituer à lui pour répondre. En fait, en entendant M. Deneys, j’ai l’impression qu’il craint vivement que quelques-uns parmi nous aient touché quelques sous et que, apparemment, il veut avoir sa part... Je crois qu’il n’a pas d’autre motif, puisqu’il nous dit d’abord qu’il est très heureux que la motion de l’Entente ait franchi le cap du Conseil municipal et qu’il s’y rallie totalement, et voilà qu’aujourd’hui, effarouché, il se demande s’il n’y a pas finalement eu quelque porteur de serviette qui aurait touché des bénéfices dont il n’aurait pas profité.

Evidemment, les libéraux, avec tous les autres groupes mis en cause, vous tranquillisent, Monsieur Deneys. Non, la répartition s’est faite effectivement en parts égales entre tous, c’est-à-dire que de rien il n’est évidemment rien sorti. Cela dit, vos propos sont raisonnablement infâmant, et même beaucoup plus que cela, car ils sont attentatoires à l’honneur, cela est très évident. Ce type de suspicion est d’autant plus détestable que vous savez parfaitement que les comptes des partis sont publics, que les listes de donateurs le sont également et que vous n’avez par conséquent aucune difficulté à vous procurer par vous-même les informations que vous jugeriez pertinentes.

Une voix. C’est faux!

Proposition et motion: patinoire intérieure des Vernets

M. Georges Queloz (L). Je voudrais répondre moi aussi à M. Deneys, vous lui transmettez mes propos, Monsieur le président. Il se passe justement le contraire de ce qu'il a prétendu: s'il y avait un intérêt quelconque dans cette affaire de patinoire, ce serait celui du groupe Anschutz, puisque la proposition que nous lui faisons est que la Ville prenne en charge les 4 millions de francs de réfection de la patinoire et que ce groupe bénéficie de cette dernière pour le même prix que par le passé. Quant à nous, motionnaires, nous demandions dans notre motion M-280 que le groupe Anschutz paie le juste prix pour les prestations de la Ville, puisque le sport c'est son business. Voilà la grande différence – j'ai expliqué cela tout à l'heure – avec la société à but non lucratif que nous connaissons auparavant. Aujourd'hui, le sport est coté en bourse; regardez les salaires de certains champions de football, et maintenant aussi de hockey sur glace, où les montants commencent à être importants.

Monsieur Deneys, nous nous rejoignons sur un point: nous estimons que ce n'est pas la collectivité qui doit prendre en charge la patinoire et que ce n'est pas le peuple, les spectateurs et le Genève-Servette Hockey Club qui doivent en faire les frais. Nous avons donc anticipé en disant qu'il n'y avait aucune chance pour qu'un pareil projet passe comme une lettre à la poste. Or c'est exactement ce qui va se passer, et nous l'avions pressenti. Nous n'avions alors que deux solutions à vous proposer: soit le groupe Anschutz procédait lui-même aux investissements nécessaires à une mise en conformité de la patinoire avec les normes de LNA – mesure de précaution pour prévenir tout désengagement – mais, ensuite, il fallait bien sûr qu'il puisse récupérer sa mise en encaissant le bénéfice de ce qu'il revendait, les droits de retransmission télévisée, par exemple; soit la Ville assumait ces frais de rénovation, sur la base, à ce moment-là, d'un contrat de location au juste prix, prévoyant, en cas de rupture de celui-ci, un dédommagement qui couvrirait la quasi-totalité de la somme investie.

M. Pierre Reichenbach (L). Pour ma part, «j'ai un peu mal à mon club». C'est en 1959, comme le disait l'ami Jousson, que le match d'ouverture de la patinoire a eu lieu. Le Service des sports était alors dirigé par M. André Blanc, et nous avions un fabuleux joueur canadien appelé Lary Winder, qui avait marqué de nombreux buts lors du match d'ouverture à la patinoire des Vernets. A l'époque, j'étais junior au Hockey Club Servette, je suivais les entraînements d'André Girard, puis de Chick Zamick, un autre grand joueur de hockey sur glace.

Je connais donc le hockey sur glace depuis très longtemps et par la suite je me suis également occupé du mouvement junior. J'ai toujours été très frappé par le courage des dirigeants du club, MM. Bourgeois et Barbey, qui se mettaient en quatre chaque année pour trouver de l'argent destiné au fonctionnement de toutes

ces équipes. Quand on est membre de l'une d'elles, on ne se rend pas compte de l'engagement des dirigeants pour essayer d'amener le club ou une équipe à un haut niveau. Ces dernières années, nous avons connu des périodes beaucoup plus troubles, où un promoteur que je ne veux pas nommer a été à la tête du Genève-Servette Hockey Club et l'a pratiquement «coulé». Notre ancien conseiller administratif Rossetti a lui aussi beaucoup travaillé pour ce club, le Genève-Servette Hockey Club.

Les problèmes financiers se posaient constamment. En effet, si vous avez par exemple une équipe de juniors qui doit jouer en championnat à Saingnégier, il faut qu'elle puisse se déplacer en autocar et c'est un long déplacement. Je suis l'artisan au Genève-Servette Hockey Club de la séparation entre la gestion financière du mouvement junior et celle de la première équipe; j'en suis très fier. Néanmoins, personne ne s'était rendu compte de combien coûte en réalité aux parents et au club un joueur. A l'époque, il y avait 250 juniors au club composant les différentes classes d'âge.

Si je vous dis que «j'ai mal à mon club», c'est simplement parce que je n'accepte pas que l'on mette en doute ma probité et que l'on aille jusqu'à dire que j'aurais touché de l'argent du groupe Anschutz alors que je ne le connais pas. Ce que je sais, moi qui suis profondément genevois et qui ai joué au Genève-Servette Hockey Club, c'est que celui-ci doit pouvoir vivre. Or, actuellement, pour ce qui est du public, il remplit la patinoire. J'ajoute encore un détail à ce sujet: en 1959 ou dans les années 60, quand La Chaux-de-Fonds venait jouer aux Vernets, il y avait de 5000 à 7000 spectateurs; pour un match Etats-Unis – Suisse, la patinoire était comble; le public s'installait même dans les structures métalliques des gradins... Malheureusement, par la suite, on a connu des matches aux Vernets, avec la première équipe, où il n'y avait que 250 spectateurs...

Notre grande chance, maintenant, c'est que nous avons une équipe qui «flambe», qui aura de bons résultats, et les spectateurs vont revenir fréquenter les Vernets. Je pense que cela peut aussi donner une certaine impulsion à notre ville.

En somme, ce que je demandais par le biais de la motion M-280, c'était simplement que nous donnions une impulsion assurant la pérennité de cette situation avantageuse. C'est pourquoi j'ai fait confiance au conseiller administratif en le priant de négocier avec le groupe Anschutz, parce que Genève a besoin de cela. C'est un cri du cœur de ma part, je vous prie de le croire!

M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI). Nous venons d'entendre un débat très intéressant concernant l'objet qui nous est soumis ce soir. Pour ma part, j'ai une question à poser. A quoi correspond le montant de 455 000 francs dont il a été ques-

Proposition et motion: patinoire intérieure des Vernets

tion? Comment a-t-il été évalué? Suffit-il pour assurer la première étape des travaux? En effet, si nous nous référons au détail des comptes tel que cela est précisé dans la proposition PR-213, il est assez difficile de nous faire une idée claire de ce qui relève respectivement de la première étape et de la deuxième. Je suis sûr que, si nous avons pu nous en faire une meilleure idée, ce débat se serait déroulé différemment.

Quant à l'étude du solde du crédit demandé, à quelle commission va-t-elle être confiée? Je propose celle des sports et de la sécurité, qui est en contact avec les sportifs dans le cadre de son travail. En effet, je sais que la commission des travaux a de nombreux objets à traiter et qu'elle passe bien des soirées pour parvenir à gérer son programme.

Je dois dire que, la politique, c'est quand même marrant! Tout à l'heure, à la séance plénière de 17 h, nous avons traité la proposition PR-210, concernant la ligne de tramway «Acacias», où une somme de 47 millions de francs était en jeu. Je n'ai pas entendu beaucoup de questions à ce sujet, ni de récriminations du genre: «C'est trop cher», etc. On ne pourra plus tourner à gauche à la sortie du pont des Acacias, et personne ne se demande ce qu'en pense la population!

Il y a encore un autre objet concernant lequel j'étais sûr que nous entendrions les grands ténors de ce Conseil municipal intervenir ce soir: l'application des bilatérales dès le 1^{er} juillet. Mais pas un seul d'entre eux n'en a parlé! Il y a une semaine, la *Tribune de Genève* a publié un article très intéressant à ce sujet, selon lequel les compagnies étrangères pourraient proposer leurs services pour des travaux ou autres lorsque ceux-ci dépassent 300 000 francs. Ainsi, si l'on prend l'exemple de la ligne «Acacias» que je viens de mentionner, les entreprises étrangères, Bouygues et compagnie, pourront venir à Genève faire le travail pour 40 millions de francs. Qu'est-ce que cela va donner au niveau des entreprises genevoises et de nos contribuables? Je suis en train de me poser la question, car personne ici n'a évoqué ce point! On peut le dire: la politique, un jour c'est comme ci, un jour c'est comme ça!

Monsieur le conseiller administratif Hediger, pouvez-vous nous répondre en détail sur les 455 000 francs évoqués... si ce n'est pas 500 000? Je n'ai pas réussi à trouver mention de cette somme dans la proposition PR-213. Alors, que les spécialistes de la comptabilité ici présents me montrent à quelle page est indiqué ce montant! Il doit manquer une page à la proposition ou je ne l'ai pas reçue.

M. Roger Deneys (S). J'aimerais revenir sur la notion de lien entre la patinoire des Vernets et une entreprise privée. En ce qui me concerne, je n'éprouve aucune difficulté à admettre une cogestion de la patinoire, pour club en LNA, entre la Ville de Genève et une entreprise privée; un tel partenariat est tout à fait

envisageable. Cependant, ce qui est un peu inquiétant, c'est l'insistance de l'Entente à vouloir collaborer en particulier avec le groupe Anschutz; en effet, d'un point de vue formel, nous pourrions dire que nous collaborons avec la société anonyme du Genève-Servette Hockey Club sans nous intéresser à la structure réelle qui se trouve derrière cette appellation.

Cependant, mes questions ont reçu des réponses, je suis donc presque rassuré, notamment par celle de M. Froidevaux, mais avec la petite réserve que ma question, si elle concernait le passé, se pose également pour le futur. J'aurais donc souhaité de la part de l'Entente un engagement ferme, certifiant qu'elle n'accepterait jamais de don de la part du groupe Anschutz. Ce n'est pas l'Entente que je soupçonne, mais plutôt ce groupe, qui a l'habitude de procéder de la sorte sur un territoire comme celui des États-Unis. Connaissant les attitudes parfois impérialistes de certains groupes américains, je sais qu'ils ont tendance à exporter leurs habitudes. Bref, ce fait n'est pas impossible dans le cas qui nous occupe ici. Je ne pourrai jamais vérifier si cela se produit réellement, Monsieur Froidevaux, car le Parti libéral refuse en général de publier tant ses comptes de campagne que les sources de ses dons. En l'occurrence, seul l'engagement de ce parti permettrait de clarifier la question, et en tout cas pas la publication des comptes de celui-ci.

M. André Hediger, maire. Après ce débat, je souhaite tout d'abord relever certaines erreurs contenues dans les propos que nous avons entendus. Ainsi, M. Oberholzer affirme que le Conseil municipal a voté, il y a dix ans, une somme de 13 millions pour la patinoire. J'aimerais vous rappeler, Monsieur Oberholzer, que ce crédit concernait la sécurité, à la suite de la loi fédérale sur la sécurité d'installations destinées au public. Il s'agissait de construire des escaliers de secours pour pouvoir, en cas de nécessité, faire évacuer le public; si vous allez à la patinoire, vous pourrez voir ces escaliers qui sont situés sur les côtés. Il fallait aussi sortir les compresseurs qui se trouvaient dessous et qui ont été remplacés par des appareils plus modernes. Il était également nécessaire d'évacuer l'ammoniaque; c'est pourquoi nous avons construit des canaux de ventilation afin de créer une sorte de grande «cheminée» pouvant éliminer les gaz de l'ammoniaque en cas de problème. C'est à tout cela qu'a servi ce crédit de 13 millions de francs.

M. Reichenbach affirme qu'il faut renforcer la sécurité de la patinoire par rapport à ces travaux effectués à la suite du crédit voté il y a dix ans. Monsieur Reichenbach, vous qui êtes ingénieur, je pensais que vous comprendriez la situation. Le Service de sécurité cantonal nous a dit que les gradins latéraux derrière les buts étaient provisoires; d'ailleurs, nous avons dû les retaper il y a deux ou trois ans, à la suite d'un contrôle des services de sécurité. Nous étions obligés de contrôler le nombre de spectateurs s'y installant, car nous ne pouvions pas dépasser le nombre de personnes prévu par le Service de sécurité. Renforcer la sécurité

Proposition et motion: patinoire intérieure des Vernets

sur ce point-là implique que ces gradins doivent être refaits, si nous voulons augmenter leur capacité d'accueil des spectateurs debout. C'est dans ce sens-là que doit être comprise l'idée d'un renforcement de la sécurité.

Monsieur Reichenbach, vous avez notamment évoqué le problème du carrelage à propos de la piscine des Vernets. Comme vous le savez fort bien, il a fallu refaire ce carrelage, puisque, avec les années, les carreaux n'étaient plus en état de supporter la pression de l'eau. Ce travail avait été confié à la maison Sicca, qui avait sous-traité une entreprise devant utiliser son produit, puisque Sicca fabrique des colles. Malheureusement, ces carreaux étaient de mauvaise qualité, ce qui a créé des problèmes; un procès s'en est suivi, et la maison Sicca a payé un dédommagement. Ne mettez donc pas la faute sur les responsables du service chargé de l'entretien des bâtiments de la Ville de Genève!

Mesdames et Messieurs, vous m'avez demandé de scinder en deux la demande de crédit de la proposition PR-213. Il y a donc un certain nombre de points dont nous discuterons en commission, par exemple l'aménagement de loges dans la zone VIP, comme le stipule le cahier des charges de la LNA. Il en va de même pour les zones destinées à la presse et à la télévision, pour la retransmission des matches, selon l'accord en vigueur entre la SSR et la LNA. Bien entendu, si nous voulons aménager des zones VIP là où les journalistes se trouvent actuellement, nous serons obligés de déplacer ces derniers; l'idée consiste donc à installer les journalistes de presse au-dessus, avec leurs collègues de la télévision et de la radio.

Quant à l'agrandissement des vestiaires, je crois que c'est une nécessité vu leur étroitesse actuelle, même si ce point ne figure pas dans le cahier des charges de LNA. Comme je vous l'ai dit tout à l'heure lors de la présentation de la proposition PR-213, nous sommes passés, en 20 ans, de 15 à 30 joueurs sans compter toutes les personnes qui les entourent.

Toutefois, nous pourrions rediscuter de toutes ces questions en commission. Mais certains raisonnements m'étonnent, et j'estime à ce sujet qu'il y a quand même une mentalité déplaisante chez ceux qui ont voté la motion M-280 proposée par l'Entente. Cette dernière était tout de même claire et je me demande comment vous interprétez le mot «commercialisation» ou «commerce». C'est vous-même qui avez demandé que la proposition du Conseil administratif aborde notamment la question d'une participation de la Ville au bénéfice d'exploitation du groupe Anschutz ou d'une rente. Vous avez ajouté qu'il s'agissait de poser des conditions en cas de désengagement du propriétaire du Genève-Servette Hockey Club.

Lors de mes négociations avec les représentants de ce groupe, tous ces points-là ont été refusés. Ce n'est donc pas moi qui ai mis la barre trop haut. Les commerçants ne sont pas dupes! Ce n'est peut-être pas comme vous, Monsieur Que-

loz, qui faites de l'«arithmétique à Bonzon»! Eux, ils gèrent des millions de francs et ils savent interpréter les situations. Ils savent de quoi ils parlent quand ils disent qu'ils ont déjà investi 7 millions de francs pour le Genève-Servette Hockey Club et qu'ils y ajouteront encore 2 millions et demi la saison prochaine.

Bien que n'étant pas un spécialiste des questions commerciales, je possède tout de même quelques notions dans ce domaine. Tout d'abord, la Ville de Genève n'entend pas brader ses biens et nous sommes bien d'accord sur ce point. En tant que membre du Parti du travail, je ne braderai jamais des biens de la Ville de Genève. Vous voulez discuter commerce, ce que je n'ai pas fait. J'ai quant à moi essayé de comprendre le raisonnement du groupe Anschutz et pourquoi il a refusé l'investissement proposé ainsi que les autres points stipulés par la motion M-280. Je n'en ai pas discuté avec eux, mais ils ont tout de suite compris qu'une base de calcul était nécessaire dès l'instant où la Ville donnerait un mandat de gestion au groupe Anschutz. Quelle en serait la base? Le chiffre d'affaires, c'est-à-dire les entrées, les recettes de la publicité, du bar, etc. C'est sur cette base-là qu'il aurait fallu négocier, si j'avais entamé cette discussion du point de vue commercial avec le groupe Anschutz.

Voilà donc la situation telle que je l'ai comprise. Il est clair que certains d'entre vous souhaitent que l'on mette la patinoire entre les mains du groupe Anschutz et qu'il la gère sur une base privée en vue d'atteindre une certaine rentabilité. Le résultat sera que le prix d'entrée du citoyen patineur sera au moins quintuplé. Je me suis renseigné quant au prix de location de l'heure de glace pour les hockeyeurs des clubs: dans une patinoire gérée par des privés, cela coûte entre 330 et 380 francs l'heure. Dites-le, Messieurs Queloz et Maudet, vous qui faites de l'«arithmétique à Bonzon»! Si c'est cela que vous voulez, nous, en tant que membres de l'Alternative, nous disons non!

Le groupe Anschutz l'avait bien compris avant même le début des négociations que j'ai eues avec ses représentants; c'est pourquoi les relations sont bonnes, dans la situation actuelle, entre le Genève-Servette Hockey Club et les autres clubs et qu'ils préfèrent continuer sur cette base. En effet, quand nous avons fait la répartition des heures de glace pour l'année prochaine, cela s'est déroulé dans une atmosphère de bonne entente, en présence des représentants du Genève-Servette Hockey Club, du Club des patineurs et des corporations. Ils étaient nombreux et se sont montrés satisfaits, je le répète, que ce ne soit pas le groupe Anschutz qui gère cette patinoire.

Si j'insiste sur la demande de crédit de la proposition PR-213, comme je l'ai dit tout à l'heure dans mon introduction, c'est qu'il est nécessaire d'établir un programme des travaux. Je vous rappelle que ceux-ci seront effectués en plusieurs étapes. L'inconvénient est que, durant la saison de glace, certains travaux seront difficilement réalisables en raison de la poussière. Je ne veux pas que les

Proposition et motion: patinoire intérieure des Vernets

joueurs du Genève-Servette Hockey Club se plaignent de la mauvaise qualité de la glace. En revanche, certains travaux peuvent être faits malgré la glace, par exemple l'agrandissement des vestiaires, puisqu'ils sont situés hors de la patinoire proprement dite et qu'ils ne créeraient pas de nuisance sur le périmètre de celle-ci.

Nous venons de recevoir hier le programme des matches de LNA pour la saison prochaine. Dès l'instant où le crédit de cette proposition sera voté, nous pourrions voir avec le Genève-Servette Hockey Club, l'ingénieur, les architectes et les services de M. Ferrazino comment établir un programme de travail. Il ne s'agit de rien d'autre que cela. J'ai dit d'emblée que nous n'arriverions pas à réaliser pour 4 millions de francs de travaux d'ici l'été! Du reste, il aurait été malhonnête de prétendre le contraire.

Certains m'ont demandé quel type de travaux pouvait être réalisé durant l'été. Pour répondre à M^{me} Salerno et reprendre ce que j'ai dit tout à l'heure à M. Fazio, le coût correspondant aux travaux réalisables d'ici l'été s'élève à 455 000 francs. Il s'agit d'une installation provisoire pour les journalistes de la télévision et des sanitaires. Nous avons même déjà reçu l'autorisation du DAEL. A ce propos, j'ai fait des démarches auprès de M. Moutinot, puisque le dossier de la patinoire a été déposé au DAEL. L'étude du dossier a bien avancé, puisqu'une bonne partie des services de M. Moutinot ont participé à la préparation de la demande de crédit que nous vous présentons ce soir. Lors de l'entretien que j'ai eu avec lui, M. Moutinot m'a affirmé qu'il ferait en sorte que l'octroi des autorisations nécessaires soit accéléré.

M. Moutinot m'a également dit qu'il lui fallait savoir si le Conseil municipal allait voter ou non cette demande de crédit afin de gérer au mieux le travail de ses collaborateurs.

Le dernier point que je souhaite évoquer est l'installation de séparations entre les gradins visiteurs. En LNA, l'installation de gradins avec des séparations par endroits est obligatoire, afin d'éviter les problèmes entre les différents fans-clubs. C'est ce que demandent la police et les services de sécurité.

Voilà donc en quoi consiste le crédit de 455 000 francs destiné aux travaux urgents pouvant être réalisés cet été, avant l'ouverture de la patinoire.

Mesdames et Messieurs, je ne vais pas poursuivre la polémique. En tant que magistrat, j'estime avoir fourni un travail important, notamment dans le cadre des négociations avec le groupe Anschutz. C'est tout de même à moi que ses représentants se sont adressés en premier lieu, avant d'accorder des subventions au Genève-Servette Hockey Club. Le président de la Fondation pour le sport du groupe Anschutz est venu me trouver et nous avons eu des discussions qui ont débouché sur la sponsorship du Genève-Servette Hockey Club.

J'ai rencontré MM. Kornett et Howen, avec qui j'entretiens d'excellentes relations et, à aucun moment, ni eux, ni le président du groupe Anschutz, n'ont dit qu'ils investiraient. Je leur ai demandé s'ils seraient prêts, dans un futur proche, à construire ailleurs une autre patinoire; en guise de réponse, ils ont souri, et c'est tout. Voilà, je ne suis donc pas en mesure de vous dire si, demain, le groupe Anschutz construira une patinoire ailleurs. Certains estiment qu'il le fera; pour ma part, je n'en sais rien.

Pour répondre à l'intervention de M. Deneys, je relèverai un dernier point qui m'a paru important: il s'agit de l'idée du partenariat; celui-ci existe actuellement sur la base de la convention d'utilisation de la patinoire, selon laquelle, chaque année, nous faisons le point sur les questions de sécurité à l'intérieur et à l'extérieur de l'installation, avec les représentants du groupe Anschutz, le Genève-Servette Hockey Club et des collaborateurs du Service des sports et de la police. Voilà qui répond aux derniers points de l'invite de la motion M-280, ajoutés à la suite d'un amendement de M. Deneys. Je dirai que nous avons à ce jour d'excellentes relations de partenariat avec l'entraîneur et le club, et c'est cela qui est important pour moi.

(M. Queloz demande la parole.)

Le président. Monsieur Queloz, vous avez parlé deux fois; cependant, pour clore le débat sur la motion M-280, vous avez encore droit à la parole une fois afin de répliquer concernant la réponse du Conseil administratif.

M. Georges Queloz (L). Merci, Monsieur le président. Il ne faut pas pousser grand-père dans les orties! Monsieur le maire, puisque vous avez voulu parler rendement et investissements, alors, regardons les comptes! Nous constatons que vous avez obtenu un rendement de 1,5% et non de 4% comme nous vous le demandions à propos du groupe Anschutz. Mais cela, je vous le démontrerai en temps voulu.

Si j'ai demandé la parole, ce n'est pas pour argumenter encore plus longtemps dans ce débat – je crois que chacun s'est fait sa religion à ce sujet – mais simplement pour savoir quelle suite, dans la pratique, nous allons donner à cette proposition. Dans la proposition PR-213, les 455 000 francs sont confondus avec le reste, mais, puisque vous avez vous-même articulé ce chiffre maintenant, Monsieur Hediger, en indiquant qu'il correspondait aux travaux urgents nécessaires, une fois n'est pas coutume, nous pourrions voter sur le siège ce montant mentionné par le Parti socialiste. Cependant, il faudra justifier aux comptes aussi bien les dépassements de crédit que le cahier des charges imposé par la LNA.

Proposition et motion: patinoire intérieure des Vernets

Quant au reste, je pense que cette proposition – cela répondra aux préoccupations de M. Lyon – n’a pas à être renvoyée à la commission des sports et de la sécurité. Nous voulons tous que des travaux soient réalisés à la patinoire, mais c’est leur mode de financement qui est ici en cause. Il s’agit donc de renvoyer cette proposition PR-213, liée à la motion M-280, à la commission des travaux. Si cela se révélait nécessaire, puisqu’il s’agit tout de même d’une question financière, nous pourrions également renvoyer ces deux objets à la commission des finances pour qu’elle examine le contrat qui a été conclu avec le groupe Anschutz.

Le président. Monsieur Oberholzer, vous avez la parole pour répliquer concernant la réponse du Conseil administratif à la motion M-280, mais pour la dernière fois.

M. Jean-Pierre Oberholzer (L). Je salue votre clémence et vous en remercie, Monsieur le président. Je tiens juste à préciser deux points.

Premièrement, je m’étonne que les groupes qui ont réclamé et réclament encore la transparence des coûts des partis politiques soient aussi peu informés de ce qui se passe. Le Parti libéral publie ses comptes de campagne, vous pouvez les consulter, Monsieur Deneys. Effectivement, nous nous refusons à confier la liste de nos donateurs, mais nos comptes, eux, sont publiés.

Cela étant dit, j’en viens à une autre remarque formulée par M. Deneys. Si nous avons tant tenu à ce que le partenariat en question soit établi essentiellement avec le propriétaire réel de l’équipe du Genève-Servette Hockey Club, c’est-à-dire le groupe Anschutz – cela pourrait être une autre firme, cela m’est bien égal – c’est bien pour soutenir le magistrat M. Hediger, lui tendre la main et l’appuyer de toute notre aide, sinon à l’égard de lui-même, du moins à l’égard du hockey genevois.

En effet, si vous établissez un partenariat avec le Genève-Servette Hockey Club SA, le groupe Anschutz se sentira beaucoup moins lié par tout cela.

Le président. Je donne la parole à M. Maudet, qui estime avoir été mis en cause.

M. Pierre Maudet (R). Pas du tout, Monsieur le président. Comme M. Bonny tout à l’heure, j’ai déjà répondu à la mise en cause de M. Deneys. Je

serai relativement bref cette fois-ci, puisque les propos que vient de prononcer M. Oberholzer sont frappés au coin du bon sens. Cependant, il y a quand même un point que je ne peux pas laisser passer dans ce qu'a évoqué le magistrat tout à l'heure, où il nous a fait la démonstration qu'il est pour le moins économe avec la vérité, pour ne pas dire davantage. En effet, il affirme lui-même que le groupe Anschutz ne veut pas entrer en matière sur la question du contrat de gestion, et il nous fait lecture, lors de la séance précédente, d'une lettre d'un dirigeant du groupe Anschutz Entertainment, dans laquelle celui-ci nous dit qu'on ne le lui a pas proposé! Je me réjouis donc, dans le cadre des travaux de la commission du même nom et en prenant le temps d'auditionner également les représentants du groupe Anschutz, de savoir quelle est la vérité vraie, qu'à l'évidence ce soir certains s'escriment à nous cacher.

Par ailleurs, je propose effectivement de renvoyer la proposition PR-213 non pas à la commission des sports et de la sécurité – ma langue a fourché tout à l'heure – mais à celle des travaux. Si je comprends bien, la proposition du Conseil administratif doit être diminuée du montant de 455 000 francs, lequel fera l'objet d'un autre projet d'arrêté. Je me réjouis de voir qu'une bonne partie de l'Alternative se rallie à la proposition de l'Entente visant à scinder le crédit demandé dans cette proposition en deux.

M. André Hediger, maire. Je répète à M. Maudet que le groupe Anschutz a refusé ma proposition quand je lui ai parlé de contrat de gestion, en dépit du fait que, dans sa lettre, M. Howen évoque cette éventualité. Du point de vue commercial, pour utiliser vos termes, Monsieur Maudet, la porte reste toutefois ouverte pour demain. Mais j'aurais agi de même, si j'avais été dans sa situation! En tout état de cause, pour l'instant, le groupe Anschutz a refusé d'investir et de signer un contrat de gestion. Je ne sais pas comment vous expliquer mieux la situation, Monsieur Maudet.

Enfin, j'aimerais répondre à l'inquiétude de certains concernant la date du 6 septembre prochain. Le premier match du Genève-Servette Hockey Club aura lieu à Genève, ainsi que tous les suivants. Ceux qui ont fait planer le doute ce soir en prétendant que ce club devrait peut-être jouer ailleurs ont tort. Le Genève-Servette HC restera à Genève, même si vous essayez de torpiller le crédit que je demande, Monsieur Maudet!

Vous ne parviendrez pas à faire en sorte que le Genève-Servette Hockey Club aille jouer ailleurs. Nous connaissons votre stratégie, et celle de M. Queloz, qui consiste à torpiller les crédits et autres projets positifs et constructifs de notre municipalité... (*Brouhaha.*) Ne souriez pas, Monsieur Queloz; si Alain Vaissade était présent, il pourrait vous en parler en évoquant le projet d'un nouveau Musée

Proposition et motion: patinoire intérieure des Vernets

d'ethnographie à la place Sturm. Vous vous êtes opposé à tout! Monsieur Queloz, je vous répète donc ce soir que le Genève-Servette Hockey Club jouera au mois de septembre à Genève, même si vous êtes opposé à la demande de crédit que je présente.

Le président. La parole n'étant plus demandée, nous allons procéder au vote. J'aimerais tout d'abord demander à M. Maudet de nous préciser à quelle commission il a demandé le renvoi de la proposition PR-213, car en début de séance il a parlé de celle des sports et de la sécurité, puis ensuite de celle des travaux... (*M. Maudet signale qu'il a demandé le renvoi de cet objet à la commission des travaux.*)

Nous avons été saisi d'un amendement sous la forme d'un projet d'arrêté qui deviendrait le projet d'arrêté II de la proposition PR-213. Il a été déposé par les socialistes, les Verts, l'Alliance de gauche (SI) et l'Alliance de gauche (TP).

*Projet d'amendement**«PROJET D'ARRÊTÉ II*

»*Article premier.* – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 455 000 francs destiné à la mise en conformité aux normes de sécurité (réaménagement des gradins latéraux) de la patinoire intérieure des Vernets.

»*Art. 2.* – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 455 000 francs.»

M. André Hediger, maire. Je rappelle à ceux qui ont préparé cet amendement qu'il ne s'agit pas de réaménager les gradins latéraux; alors je vous demande de ne pas stipuler dans cet arrêté que ce crédit est destiné au réaménagement des gradins, car c'est inexact.

M^{me} Sandrine Salerno (S). Je suis l'auteur du texte de ce projet d'amendement. N'étant pas hockeyeuse et ne travaillant pas dans le département de M. Hediger, m'y connaissant d'ailleurs très peu en sport, devant une proposition certainement très complète mais relativement peu claire pour quelqu'un comme moi qui ne suis pas spécialiste, j'ai peut-être mal rédigé ce projet d'arrêté. J'avais compris que la mise en conformité de la patinoire impliquait d'enlever les

gradins latéraux, de rénover les W.-C. et d'installer une séparation entre les tribunes de supporters. Tout cela me paraissait être compris dans ce que la PR-213 demande sous la mention «réaménagement des gradins latéraux».

Même si je pense que, sur le fond, mon texte est compréhensible, il faut enlever la mention «aménagement des gradins», Monsieur le président, je vous prie de le faire. J'avais ajouté les termes «mise en conformité aux normes de sécurité», j'espère que cela suffira au magistrat pour comprendre ce que cela signifie. Si tel n'était pas le cas, il lui suffirait de lire le *Mémorial*, car nous nous sommes tous largement exprimés sur ce que nous souhaitons.

Le président. Il en sera donc fait ainsi, nous enlèverons du texte de ce projet d'arrêté II la mention «réaménagement des gradins latéraux».

Mis aux voix, l'amendement de l'Alternative, qui deviendra l'arrêté II de la proposition, est accepté à l'unanimité.

Le président. Ce projet d'arrêté II est donc accepté. Il fera suite à l'arrêté I dans la proposition PR-213. Nous allons maintenant voter la prise en considération de cette proposition et son renvoi à la commission des travaux. (*Protestations, M^{me} Salerno ayant demandé au bureau le vote sur le siège de l'arrêté II.*)

Le président. Madame Salerno, je n'ai pas été saisi d'une demande de vote sur le siège.

M^{me} Sandrine Salerno (S). Je suis désolée, Monsieur le président, mais je suis venue au bureau parler à l'un de vos secrétaires, M. Winet, et je lui ai dit, en français: «Je souhaite que le projet d'arrêté II soit voté sur le siège.» (*Huées.*) Je ne fais pas cette remarque ironique à l'attention de M. Winet, car je sais qu'il a compris ce que je lui ai dit, preuve en est qu'il est en train de hocher la tête. Puisque, visiblement, on a de la peine à me lire et à me comprendre, je vais être beaucoup plus didactique et articuler soigneusement: j'ai demandé que le projet d'arrêté II soit voté sur le siège. En principe, Monsieur le président, le projet d'arrêté I devrait être renvoyé en commission, si j'ai bien compris à celle des sports et de la sécurité. (*Protestations.*)

Le président. Non, il s'agissait de la commission des travaux.

Proposition et motion: patinoire intérieure des Vernets

M^{me} Sandrine Salerno. La somme de 455 000 francs dont il est question dans le projet d'arrêté II devrait donc être soustraite au projet d'arrêté I.

Le président. Je mets tout d'abord aux voix la discussion immédiate sur ce projet d'arrêté II, puis nous le voterons sur le siège, c'est-à-dire immédiatement.

Mise aux voix, la discussion immédiate sur l'arrêté II de la proposition est acceptée à la majorité.

La parole n'étant pas demandée en premier ni en deuxième débat, l'arrêté II est mis aux voix article par article et dans son ensemble; il est accepté à l'unanimité.

Il est ainsi conçu:

ARRÊTÉ II

LE CONSEIL MUNICIPAL,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 455 000 francs destiné à la mise en conformité aux normes de sécurité de la patinoire intérieure des Vernets.

Art. 2. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 455 000 francs.

Un troisième débat n'étant pas réclamé, l'arrêté devient définitif.

Le président. Nous allons maintenant voter la prise en considération de la proposition PR-213, le projet d'arrêté I étant diminué de 455 000 francs, ainsi que son renvoi à la commission des travaux. (*Protestations.*) C'est ce que M. Maudet a demandé formellement; il avait lui-même parlé de renvoi à la commission des sports et de la sécurité, mais il a retiré cette première proposition. Il ne reste donc que le renvoi à la commission des travaux. Personne n'a formulé de demande formelle de renvoi de la proposition PR-213 à la commission des sports et de la sécurité.

M^{me} Sandrine Salerno (S). Je suis désolée, cette procédure est laborieuse, mais mon collègue Jean-Louis Fazio, lors de sa première intervention, avait demandé le renvoi à la commission des sports et de la sécurité.

Proposition: bouclement du crédit pour le Théâtre Para-Surbeck

Le président. J'ai demandé tout à l'heure si elle était retirée et on m'a répondu affirmativement. Je propose que nous votions la prise en considération de cette proposition. Ensuite, nous voterons les renvois en commission séparément.

Mise aux voix, la prise en considération de la proposition diminuée des 455 000 francs déjà votés est acceptée à l'unanimité.

Mis aux voix, le renvoi de la proposition à la commission des sports et de la sécurité est refusé à la majorité (quelques abstentions).

Mis aux voix, le renvoi de la proposition à la commission des travaux est accepté à la majorité (1 opposition et quelques abstentions).

4. **Rapport de la commission des finances chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif en vue du bouclement du crédit extraordinaire de 150 000 francs voté par le Conseil municipal le 14 septembre 1993 (proposition N° 242) et destiné à l'aménagement d'un théâtre dans le centre artisanal au 31-33, rue Louis-Favre/9, rue du Grand-Pré, en faveur de la compagnie de MM. Claude Para et Luc Surbeck (PR-179 A)¹.**

Rapporteur: M. Didier Bonny.

La commission des finances s'est réunie le 6 mars et le 26 mars 2002 pour traiter de cet objet sous la présidence de M. André Kaplun. Le rapporteur remercie M^{mes} Spescha et Mbarga pour les notes de séance.

Rappel de la proposition du Conseil administratif

La compagnie théâtrale de MM. Claude Para et Luc Surbeck est active à Genève depuis 1981, dans le créneau des théâtres de proximité. Elle a bénéf-

¹ «Mémorial 159^e année»: Proposition, 4628.

Proposition: boucllement du crédit pour le Théâtre Para-Surbeck

ficié de subventions de la part de la Ville de Genève depuis 1981. A partir de 1986, les subventions sont devenues régulières pour un montant de 45 000 francs, porté à 90 000 francs de 1993 jusqu'en 1997, et aujourd'hui de 86 000 francs par an.

Depuis le 1^{er} mars 1988, la Ville de Genève louait au profit de cette compagnie le Théâtre du Cellier, sis à Villereuse, pour un loyer annuel de 42 000 francs, après y avoir effectué des aménagements pour un total de 102 436,20 francs.

Une augmentation de loyer conventionnelle de 8388 francs par an, soit 19,97%, notifiée à la Ville en 1992 mais suspendue pour une année devant la Commission de conciliation en matière de baux et loyers, a finalement conduit la Ville à résilier le bail pour le 28 février 1994.

Une solution de rechange a pu être trouvée aux Grottes – la Ville de Genève y avait édifié des locaux à destination d'artisanat – situé dans le Centre artisanal à l'angle de la rue Louis-Favre et de la rue du Grand-Pré, vers le Forum des Grottes.

Les frais d'aménagement de cette surface en théâtre ont été estimés à 150 000 francs, selon le tableau suivant:

<i>Tableau 1. Décomposition du crédit d'investissement extraordinaire</i>	Fr.
Structure en bois, travaux de menuiserie	60 000
Sanitaires	15 000
Electricité	25 000
Revêtement sols et murs	15 000
Sièges	30 000
Divers et imprévus	<u>5 000</u>
Total	150 000

L'aménagement a été entièrement réalisé sous la responsabilité de MM. Claude Para et Luc Surbeck.

Toutefois, l'installation réalisée aux Grottes demeure propriété de la Ville de Genève.

Boucllement des comptes sans demande de crédit complémentaire

Selon la proposition N° 242 du 14 septembre 1993, le crédit de 150 000 francs était destiné à financer l'aménagement d'un théâtre dans le centre artisanal au 31-33, rue Louis-Favre/9, rue du Grand-Pré, en faveur de la compagnie de MM. Claude Para et Luc Surbeck.

Tableau 2. Récapitulatif du PFQ N° 00422 Louis-Favre 31-33/Grand-Pré 9, rues

<u>PFQ 422 Louis-Favre 31-33/Grand-Pré 9, rues</u>	Fr.
Crédit extraordinaire, selon proposition N° 242, votée par le Conseil municipal le 14 septembre 1993	150 000
Crédit voté selon proposition	150 000
Total des dépenses (sans dépassement de crédit)	<u>149 995</u>
Solde	5

Audition de M. Alain Vaissade, conseiller administratif, et de M^{me} Martine Koelliker, directrice adjointe de la Division des arts et de la culture

Lors de cette audition, les commissaires de la commission des finances, suite à différentes questions, ont appris que:

- la proposition de ce boucllement de crédit a pris huit ans pour arriver devant le Conseil municipal, parce que, quand la facturation n'est pas gérée par la Ville de Genève, ce qui est le cas ici, cela prend plus de temps;
- les travaux ont été effectués sous la responsabilité de MM. Para et Surbeck et que la qualité de ces derniers a été contrôlée par la Ville de Genève;
- la compagnie Para-Surbeck bénéficie d'un bail renouvelable chaque année pour ces locaux de 290 m². La valeur locative de ces derniers est estimée à 10 000 francs par an, montant qui apparaît au budget en tant que prestation en nature;
- au premier étage se trouvent des locaux qui, aux dires de M. Vaissade, sont utilisés officieusement comme habitation par MM. Para et Surbeck, alors qu'ils n'ont pas été prévus pour cela, mais comme dépôts ou salles de cours.

Première discussion

Cette dernière affirmation de M. Vaissade interpelle la commission. Un commissaire affirme que, si une partie du crédit voté a été utilisé pour autre chose que l'aménagement du théâtre, cela serait choquant. Un autre déclare que, si les locaux du premier étage sont utilisés à d'autres fins que celles prévues, il y aurait alors abus d'usage. Un troisième ne pense pas que ces locaux servent de logement. Bref, pour en avoir le cœur net, la commission décide de demander par écrit à la Gérance immobilière municipale (GIM) «s'il est vrai que MM. Para et Surbeck habitent au premier étage de l'immeuble en question et si un bail leur a été accordé à cet effet».

Deuxième discussion

La GIM ayant répondu qu'«aucun des deux associés que sont MM. Claude Para et Luc Surbeck n'habite à l'étage» et qu'«il s'agit de deux petits locaux faisant partie du bail du théâtre, dépourvus de fenêtres et ne correspondant pas aux prescriptions légales pour être habités», le problème est résolu.

Cependant, des commissaires regrettent les propos de M. Vaissade et pensent que, avant de faire une déclaration comme celle qu'il a faite devant la commission des finances, il devrait mieux se renseigner. En effet, pour ces commissaires, il n'est pas admissible de faire des affirmations qui par la suite sont démenties par un autre service de la Ville de Genève.

Vote

Finalement, c'est à l'unanimité des 14 membres présents (3 L, 2 R, 2 DC, 1 Ve, 2 S, 4 AdG) que la commission des finances vote le projet d'arrêté et vous propose, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, de faire de même. (*Voir ci-après le texte de l'arrêté adopté sans modification.*)

Premier débat

M. Alain Vaissade, conseiller administratif. J'aimerais apporter deux précisions concernant la proposition PR-179 et le contenu du rapport. Tout d'abord, je répondrai à la question de la commission des finances, qui s'interrogeait au sujet du loyer de 10 000 francs des locaux occupés par la compagnie de MM. Para et Surbeck, qui apparaît en tant que prestation en nature. Lors de l'audition de mes services à la commission des finances, on nous avait demandé si cette valeur de 10 000 francs était réelle. Nous nous sommes renseignés à ce sujet. En 1994, la Gérance immobilière municipale (GIM) avait évalué la valeur annuelle de la location de ces locaux d'une surface de 290 m² à 75 420 francs. Cette évaluation était en quelque sorte assortie d'une demande de payer un montant pour un loyer de 14 004 francs. C'est une somme de 10 000 francs qui apparaît maintenant dans le rapport, car ce montant a été finalisé entre ceux qui ont établi le bail et les locataires de ce local.

Je passe maintenant à la deuxième précision que j'aimerais apporter. Je crois que M. le rapporteur m'a fait tenir des propos dans son rapport que je n'ai pas prononcés devant la commission. Après avoir lu les notes de séance, j'ai écrit une lettre en date du 19 avril 2002 à M. André Kaplun, président de la commission des finances du Conseil municipal, dont la teneur est la suivante:

«Monsieur le président, après avoir pris connaissance des notes de séance N° 129 de la commission des finances, en particulier des points 1 et 2 relatifs à la PR-179, je vous prie de rectifier l'information suivante, dans le sens de mon audition du 6 mars dernier. En effet, contrairement à ce qu'affirme M^{me} Michèle Ducret, ce n'est pas le soussigné mais M^{me} Martine Koelliker, directrice adjointe au département des affaires culturelles, qui a parlé, en attendant la venue du magistrat, de la situation de MM. Para et Surbeck dans les locaux mis à disposition par la Ville de Genève pour leur activité théâtrale.»

J'ai ajouté: «Par ailleurs, il serait courtois de ne pas interroger les fonctionnaires en dehors de la présence des magistrats, d'autant plus que je n'étais pas en retard. Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.»

Or je constate qu'il figure encore dans le rapport que j'ai tenu des propos selon lesquels j'aurais pensé que MM. Para et Surbeck habitaient dans le logement situé au-dessus du théâtre. Ce n'est pas le département des affaires culturelles qui gère ce local, mais la GIM; je ne peux donc pas savoir ce que font ces personnes dans ce théâtre, et je n'ai pas parlé dans ce sens.

M^{me} Koelliker a peut-être admis le fait que je viens de mentionner, mais je ne sais pas en quels termes, puisque je n'étais pas là et que je n'ai pas pu entendre ce qui s'est dit. De toute façon, nous avons réglé cette question au département des affaires culturelles. Comme le mentionne le rapport, la GIM a été interrogée et a affirmé que les personnes concernées n'habitaient pas dans ces locaux. J'aimerais que cela soit clair et que l'on ne m'attribue pas des propos que je n'ai pas prononcés. Je tenais à le rectifier pour le *Mémorial*, ce qui est bien sûr mon droit.

M. Didier Bonny, rapporteur (DC). Monsieur le président, quand vous m'avez donné la parole tout à l'heure en tant que rapporteur, je n'ai pas souhaité la prendre, car je pensais que M. Vaissade s'abstiendrait de s'exprimer. Il l'a fait, donc en ma qualité de rapporteur je suis obligé de répliquer à ce qu'il vient de dire.

Tout d'abord, si vous lisez mon rapport, vous verrez que nous avons voté le 26 mars, alors que la lettre de M. Vaissade avec son correctif nous est parvenue le 19 avril; j'ai donc eu largement le temps de rédiger mon rapport entre les deux. Eu égard aux notes de séance, les propos mentionnés dans mon rapport sont clairs et nets et figurent en noir sur blanc; plusieurs dialogues entre les commissaires confirment que nous savons bien que le rapport est conforme à ce qui s'est dit en séance.

Proposition: bouclement du crédit pour le Théâtre Para-Surbeck

Monsieur Vaissade, je ne veux pas polémiquer plus longtemps, parce que nous n'avons pas de temps à perdre à cela. M^{me} Ducret, que vous avez mise en cause en lisant votre lettre, prendra la parole et répondra par elle-même ce qu'elle en pense. Simplement, Monsieur Vaissade, je vous regarde droit dans les yeux et je vous dis que c'est votre parole contre celle des 15 membres de la commission des finances qui ont entendu ce que vous avez dit lors de votre audition.

M^{me} Michèle Ducret (R). Ayant été seule mise en cause par la lettre de M. Vaissade, je suis très heureuse que M. Bonny ait rétabli la vérité, parce que tous les commissaires présents ont entendu ce que vous avez dit devant la commission ce jour-là, Monsieur Vaissade. Vous n'avez pas à faire assumer vos propos par M^{me} Koelliker; je trouve d'ailleurs normal que vous preniez à votre compte les dires de vos fonctionnaires et que vous les défendiez. Toutefois, il ne faut pas leur mettre sur le dos ni sur mon dos à moi ce que vous prétendez ne pas avoir dit, puisque toute la commission l'a entendu. Je refuse d'être seule mise en cause dans ce cas et je n'accepte pas cette lettre que vous avez écrite et que je trouve personnellement tout à fait offensante.

M. Alain Vaissade, conseiller administratif. Si vous réagissez ainsi, c'est que vous savez mieux que moi-même ce que je dis, Madame Ducret, mais je suis quand même conscient de mes propres paroles! Quant au prétexte que 15 commissaires m'auraient entendu, ce n'est pas le nombre qui fait la qualité, vous le savez très bien... Je suis désolé. (*Rires et huées.*) Je me suis exprimé tout à l'heure pour faire rectifier au *Mémorial* ce que vous prétendez que j'ai dit en signalant ce que j'ai réellement dit. Si vous pensez que cela est contraire à la vérité, c'est votre affaire! Puisque c'est vous qui avez rédigé ce rapport, cela vous regarde. Quant à ma position, elle est claire, et je sais quand même encore quels propos je suis en train de prononcer.

Madame Ducret, je ne comprends pas pourquoi vous vous sentez mise en cause. Je ne vous ai pas mise en cause, mais j'ai dit que vous prétendiez m'avoir entendu dire une chose que je n'avais pas dite. Je ne vois pas en quoi cela est offensant. J'ai vu M. Perler hocher la tête... Il ne fait apparemment pas partie des 15 témoins dont vous parlez, contrairement à ce que vous dites.

M. Jean-Pascal Perler (Ve). Monsieur le président, je n'ai pas envie de jouer au Zorro derrière mon magistrat, Alain Vaissade. M. Bonny et M^{me} Ducret affirment ceci et cela et, quant à moi, j'aimerais que leurs propos soient un peu rectifiés. J'ai assisté à la séance de la commission des finances qui fait l'objet de ce

litige et je ne fais pas partie des personnes qui ont interprété les paroles de M. Vaissade comme l'ont fait les préopinants. Moi aussi, j'ai les notes de séance sous les yeux! C'est suite à une question de M. Oberholzer, alors que M. Vaissade n'était pas encore arrivé, que M^{me} Koelliker s'est exprimée. D'ailleurs, les propos que l'on veut attribuer à M. Vaissade ne lui ressemblent absolument pas.

On dirait que l'Entente joue à un nouveau jeu, celui de l'émission de télévision intitulée «Le maillon faible». Nous sommes à une année des élections, et l'Entente cherche ce maillon. Auparavant, c'était M. Hediger qui était sur la selle, maintenant, c'est M. Vaissade, tout à l'heure, ce sera M. Ferrazino... Nous avons compris... La majorité actuelle du Conseil municipal appartient à l'Alternative et l'Entente tente de se trouver une nouvelle majorité. A chaque élection du Conseil administratif, il n'y a pas eu de gagnants mais un perdant, parce que l'on frappe toujours sur le mouton noir. Alors, cela suffit maintenant, arrêtez de jouer au «Maillon faible» et parlons enfin de politique, s'il vous plaît, de politique non politicienne.

M. Didier Bonny, rapporteur (DC). Monsieur le président, vous transmettez à M. Perler qu'il mélange un peu tout. Nous parlions simplement de propos tenus devant la commission des finances, nous ne sommes pas en train de faire de la politique politicienne! M. Vaissade pense qu'il détient la vérité, je pense que je la détiens aussi et, apparemment, je ne suis pas le seul. Bon, très bien, restons-en là! Quant à la politique du «Maillon faible», que je sache, M. Vaissade ne se représente pas aux prochaines élections, donc cela ne pose aucun problème. S'il y a un maillon faible au sein du Conseil administratif, on l'a déjà trouvé depuis longtemps...

M. Alain Vaissade, conseiller administratif. Je ne peux pas laisser passer les paroles de M. Bonny. Il est bien sympathique de rechercher la vérité, mais il n'y a pas de vérité à rechercher, car je suis quant à moi propriétaire de mes paroles. Je vous dis que je n'ai pas prononcé les propos que vous m'attribuez, et M. Perler confirme que, quand ceux-ci ont été tenus, je n'étais pas présent. Vous êtes donc une personne de mauvaise foi, Monsieur Bonny. Vous l'avez prouvé pendant une dizaine d'années, vous avez sans cesse la morgue à la bouche, vous êtes un conseiller municipal revancharde et vous n'arrêtez pas de faire de la diffamation. C'est tout ce que je voulais vous dire.

M. Didier Bonny (DC). Monsieur le président, je vais clore ce débat en disant que *la bave du crapaud n'atteint pas la blanche colombe*.

Deuxième débat

Mis aux voix, l'article unique de l'arrêté est accepté à l'unanimité.

Il est ainsi conçu:

ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article unique. – Le crédit extraordinaire de 150 000 francs voté le 14 septembre 1993 et destiné au financement de l'aménagement d'un théâtre dans le centre artisanal au 31-33, rue Louis-Favre/9, rue du Grand-Pré, en faveur de la compagnie de MM. Claude Para et Luc Surbeck, est bouclé.

Un troisième débat n'étant pas réclamé, l'arrêté devient définitif.

5. Rapport de la commission des pétitions chargée d'examiner la pétition intitulée: «Nuisances du marché couvert et de la Maison de quartier de Saint-Jean» (P-3 A)¹.

Rapporteur: M. Jacques Finet (en remplacement de M. Philippe Cottier, rapporteur désigné lors de la séance de commission du 13 septembre 1999).

La commission s'est réunie les 13 septembre, 4 et 11 octobre 1999, sous la présidence de M^{me} Marie Vanek.

Les notes de séance ont été prises par M^{me} Ursi Frey.

¹ «Mémorial 157^e année»: Commission, 378.

Texte de la pétition

Nous, habitants, usagers, propriétaires et copropriétaires des immeubles voisins du marché couvert de Saint-Jean, demandons au Conseil municipal d'intervenir auprès du Conseil administratif pour que toutes les mesures soient prises tendant à assurer la tranquillité du quartier et à minimiser les nuisances qui résultent des programmes d'activités liés au marché couvert et à la Maison de quartier de Saint-Jean. C'est-à-dire:

- renoncer au projet de marché 7 jours sur 7 et limiter l'utilisation du marché couvert à un marché bihebdomadaire de comestibles, tel que cela était prévu à l'origine;
- renoncer à l'utilisation de la galerie extérieure pour une cafétéria/restaurant;
- renoncer à la location de la cafétéria et de la galerie extérieure pour des fêtes privées;
- fermer par des chaînes la place couverte, pour éviter son utilisation comme piste de motocross, garage, parking et banc d'essai des véhicules du quartier (et cela, de surcroît, la nuit);
- fermer la galerie supérieure pour éviter la propagation du bruit, accentué par le dais de couverture du marché, vers les propriétés voisines;
- poser des panneaux isolants ou prendre toute mesure réalisant une isolation phonique du dais de couverture;
- prendre toutes les mesures d'aménagement nécessaires afin que les alentours des objets cités perdent le plus rapidement possible leur aspect de chantier, voire, par certains endroits, de dépotoir.

Cette pétition est signée par les habitants des immeubles limitrophes (8, chemin François-Furet, avenue De-Gallatin, avenue d'Aïre, etc.) touchés par le bruit et les nuisances résultant des activités dans le complexe de bâtiments et d'espaces publics liés au marché couvert et à la Maison de quartier de Saint-Jean.

Auditions

M. et M^{me} Nordmann et M^{me} Sunier, pétitionnaires, sont auditionnés le 13 septembre 1999

Ils se plaignent du bruit causé par le marché couvert, la maison de quartier et les équipements annexes. Apparemment, une insonorisation avait été prévue initialement, mais elle n'a pas été réalisée pour des raisons budgétaires.

Pétition: marché couvert et Maison de quartier de Saint-Jean

Des fêtes privées, extrêmement bruyantes, sont fréquemment organisées dans les locaux de la maison de quartier (en particulier sur la galerie extérieure). Le lieu n'est pas surveillé lors de ces fêtes.

La place de jeux n'est pas utilisée par les enfants, vu que les nombreuses écoles du quartier sont équipées de telles places. Par contre, les adolescents y font du bruit le soir et, la nuit, des bandes errantes s'y rassemblent.

La rampe d'accès est utilisée par des conducteurs de motos, vélomoteurs et autres véhicules qui s'y amusent. Les pétitionnaires demandent d'en fermer l'accès par une chaîne.

Quant aux activités gérées par la maison de quartier, elles consistent essentiellement en du rap ou du baby-foot pratiqués pendant des heures dans le hurlement des haut-parleurs, alors que les moniteurs pourraient promouvoir d'autres activités.

De plus, il est question de créer un marché 7 jours sur 7 alors qu'il n'existe aucune possibilité de stationnement et que l'utilité d'un tel marché est douteuse, le quartier comptant déjà de nombreux magasins qui ont du mal à vivre, surtout depuis l'ouverture du centre Planète Charmilles.

En bref, les pétitionnaires considèrent avoir été trompés lors de la présentation du projet de couverture des voies CFF, puisqu'une insonorisation était promise. Ils se plaignent en outre de l'inaction de la direction de la maison de quartier et du manque de considération des magistrats municipaux, dont la réponse aurait été qu'il fallait s'habituer au bruit lorsqu'on habitait en ville et que ceux qui ne supportaient pas la situation n'avaient qu'à déménager.

Audition de MM. Ferrazino et Tornare, le 4 octobre 1999

MM. Ferrazino et Tornare rappellent le bruit infernal d'avant la couverture des voies CFF. Certains habitants pensaient retrouver «la campagne» avec la couverture des voies, ce qui n'est évidemment pas possible. La couverture a été construite pour y exercer des activités: ce lieu est devenu un lieu de vie et, selon eux, la maison de quartier fonctionne bien et son président fait un travail sérieux.

Pour ce qui est du bruit, une étude faite par un acousticien propose, pour l'intérieur de la maison de quartier, un plafond spécial estimé à 170 000 francs et, pour la galerie, des mesures estimées à 12 000 francs. Il faut cependant savoir que ces mesures ne diminueraient le bruit que de 3 décibels et cela pour les usagers de la surface et non pour les habitants. Ces mesures ne répondraient donc probablement pas aux attentes des pétitionnaires.

Le marché ne se tiendra en principe que deux jours par semaine.

Par ailleurs, la crèche prévue à cet endroit n'a pas été installée et les habitants ne sont pas incommodés par les cris d'enfants (des négociations sont en cours pour l'installer dans les anciens locaux de la Migros).

De plus, les travaux ne sont pas encore terminés et il reste des arbres à planter. Pour le reste, il faut se faire à l'idée que ce quartier se trouve au centre de la ville, ce qui exige un peu de tolérance de la part des habitants.

Enfin, les conseillers administratifs contestent le fait qu'une insonorisation ait été prévue à l'origine dans le projet.

Discussion

Un commissaire constate que le Conseil administratif semble peu réceptif aux demandes des pétitionnaires. D'accord avec plusieurs autres, il est cependant sceptique par rapport à l'opportunité d'entreprendre pour 182 000 francs de travaux d'insonorisation pour un résultat douteux.

D'autres s'étonnent que des personnes qui ont vécu avec le bruit d'avant la couverture des voies CFF se plaignent maintenant. Peut-être y a-t-il un peu d'exagération de leur part. Néanmoins, l'utilisation de cette surface comme piste de motocross n'est pas tolérable et la pose de chaînes pourrait certainement améliorer la situation.

La plantation d'arbres, quant à elle, ne semble pas être une solution objective au problème des nuisances sonores; tout au plus s'agira-t-il d'une amélioration visuelle et psychologique.

Par contre, les abords de la couverture des voies ressemblent effectivement à un dépotoir et un effort devrait être fait pour améliorer la situation.

Au cours de la discussion, un consensus se dégage sur le fait qu'il est difficile de prendre convenablement en compte cette pétition avant que l'ensemble des travaux votés ait été effectué.

Vote

A l'unanimité, la commission décide le renvoi de la pétition au Conseil administratif, en l'assortissant des recommandations suivantes:

- terminer au plus vite l'ensemble des travaux votés;
- surveiller en permanence l'évolution des nuisances sonores;
- maintenir le contact avec les habitants.

M. Jacques Finet, rapporteur (DC). Ce sujet est tout à fait consensuel, mais je veux quand même préciser quelque chose. Le rapport P-3 A se réfère à des discussions tenues en 1999, et il m'a semblé utile de vérifier si les conclusions de la commission des pétitions étaient encore valables trois ans après. J'ai pris quelques contacts, et on m'a dit que la situation telle qu'elle est décrite par les pétitionnaires était à peu près stationnaire. Ces derniers estiment par contre qu'ils jouissent en ce moment d'une grande tranquillité, car ils ont eu la chance que la salle de jeux de la Maison de quartier de Saint-Jean ait brûlé il y a trois mois; ils ont donc la paix depuis, mais à part cela, toutes les conclusions de la commission sont valables. Par conséquent, je vous prie de renvoyer cet objet au Conseil administratif.

Premier débat

M. René Grand (S). Je pense qu'il est tout de même important de décrire quelque peu la situation actuelle, car le problème des nuisances provoquées par le marché couvert et la Maison de quartier de Saint-Jean concerne tous les habitants du quartier de Saint-Jean.

Premièrement, il faut dire qu'en 1999 les abords de la Maison de quartier de Saint-Jean étaient vraiment chaotiques, situés en plein chantier. Aujourd'hui, des arbres ont été plantés et des aménagements installés, donc tout va bien de ce côté-là.

Deuxièmement, il est vrai que les voisins qui habitaient alors et qui habitent toujours les petites villas ou les maisons situées en face de cette maison de quartier et de la halle abritant un marché avaient de quoi se plaindre, parce que cette halle résonne merveilleusement bien quand on y fait de la musique, mais très désagréablement pour les voisins qui veulent un peu plus de repos. Cette halle constitue donc en quelque sorte le point principal de la contestation des voisins.

Rassurez-vous, de grandes discussions ont déjà eu lieu entre les pétitionnaires et le Conseil administratif, et ce dernier a essayé de trouver des solutions. Une demande d'isoler cette halle a été déposée. En effet, un montant au nord soutient cette immense place couverte et il est vrai que, quand il y a du monde à l'intérieur, le bruit résonne contre les bâtiments d'en face; comme il y a une petite ouverture de l'autre côté, les voisins des petites villas en subissent aussi les conséquences.

La proposition d'isoler cette halle a été chiffrée à 180 000 francs, mais, avec le concours d'un acousticien, nous avons constaté que cette solution ne permettait de faire baisser que de 3 décibels les nuisances sonores lors de manifestations se déroulant à l'intérieur de la halle. Le Conseil administratif, à l'époque, n'avait donc pas jugé utile de faire cette dépense pour un résultat si peu satisfaisant.

Qu'en est-il aujourd'hui? Heureusement, les personnes fréquentant la Maison de quartier et celles qui vivent aux alentours sont entrées en contact. Comme m'en a assuré un animateur travaillant à la Maison de quartier, les récriminations, les engueulades et les protestations ont aujourd'hui fait place au dialogue. Quand quelque chose ne va pas, on téléphone à la Maison de quartier et on essaie de voir si on peut s'arranger. Ce système fonctionne, c'est le principal. La Maison de quartier s'est engagée à surveiller ses activités, mais il faut savoir que ce lieu est public et qu'il peut donc y avoir, en dehors des heures d'ouverture officielles, des groupes qui viennent y jouer spontanément, des enfants, des adolescents ou même, après des soirées bien arrosées, des gens exubérants qui viennent manifester leur joie de manière évidemment trop bruyante.

Il s'agit d'être conscients du fait qu'il faut essayer de vivre ensemble. Le problème acoustique ne peut pas être réglé directement, mais, si les choses vont trop loin, il est aussi possible à tout citoyen de faire appel à la police municipale ou à la gendarmerie.

En conclusion, cette maison de quartier n'a pas supprimé le bruit des trains, mais elle témoigne d'une autre façon de vivre; le bruit que causent les enfants ne constitue pas une nuisance, comme cela a déjà été souligné ici. Cependant, il faut essayer de poursuivre le dialogue, et c'est ce qui se fait aujourd'hui. Pour cette raison, je pense que les conclusions de la commission sont encore valables à l'heure actuelle.

Deuxième débat

Mises aux voix, les conclusions de la commission des pétitions sont acceptées à l'unanimité.

Elles sont ainsi conçues:

CONCLUSIONS

Le Conseil municipal renvoie la pétition P-3 au Conseil administratif en l'assortissant des recommandations suivantes:

- terminer au plus vite l'ensemble des travaux votés;
- surveiller en permanence l'évolution des nuisances sonores;
- maintenir le contact avec les habitants.

6. **Rapport de la commission des finances chargée d'examiner la motion de M^{mes} Anne-Marie von Arx-Vernon, Alice Ecuillon, Alexandra Rys, MM. Didier Bonny, Philippe Cottier, Jean-Charles Lathion, Guy Mettan, Robert Pattaroni et Guy Savary, renvoyée en commission le 3 mai 2000, intitulée: «Pour que les recettes supplémentaires soient affectées à la diminution de la dette» (M-48 A)¹.**

Rapporteur: M. André Kaplun.

La commission des finances, présidée par M. Souhail Mouhanna, puis par le rapporteur à partir de juin 2001, a notamment traité cet objet lors de ses séances des 19 et 20 septembre 2000, 27 mars, 4 avril et 11 décembre 2001 et 26 février 2002.

Préambule

Le rapporteur tient d'emblée à préciser que, contrairement à un conseiller municipal membre d'une autre commission, il n'a pas été désigné par acclamations, ce qui l'incite à la plus grande modestie.

Par ailleurs, il tient à remercier M. Robert Pattaroni pour l'aide qu'il lui a apportée dans la préparation de ce rapport.

Enfin, les lecteurs et lectrices sont invités à se référer à la réponse du Conseil administratif à la question écrite QE-41 de M. Jean-Pascal Perler, du 15 novembre 2000, intitulée «Excédent de revenus» qui figure en annexe. De même, il a paru utile au rapporteur d'annexer une étude de M. F. Pujol du département d'économie politique de l'Université de Genève sur «La politique budgétaire du Canton de Genève de 1970 à 1995. Un divorce inévitable entre le discours politique et l'évolution des finances publiques?» paru dans la *Revue économique et sociale* de septembre 1998 (voir en particulier p. 163 et suiv.).

Rappel de la motion

Considérant que:

- selon les prévisions de recettes fiscales pour 1999 et 2000 à Genève, les recettes de la Ville de Genève pourraient être supérieures aux montants budgétés pour 1999 et 2000;
- la Ville de Genève a une dette proche des 2 milliards de francs,

¹ «Mémorial 157^e année»: Développée, 4978.

le Conseil municipal, en cas de supplément de recettes par rapport aux montants budgétés au titre des personnes physiques, des personnes morales et de la taxe professionnelle communale aux comptes 1999 et 2000, demande que ce supplément de recettes soit affecté en totalité à la diminution de la dette.

Séance du 20 septembre 2000

L'un des auteurs de la motion informe la commission qu'un projet de loi relatif à l'affectation des recettes supplémentaires de l'Etat (PL 8211) a été déposé au Grand Conseil le 28 mars 2000.

Note du rapporteur: ledit projet, qui est annexé au présent rapport, est semble-t-il toujours à l'étude à la commission des finances du Grand Conseil. Il prévoit en particulier ceci: «Les recettes supplémentaires sont exclusivement affectées à la réduction du découvert du bilan de l'Etat.» (Suivent une série de définitions des recettes supplémentaires.)

Le même auteur de la motion rappelle que le manuel de comptabilité appliqué en Ville de Genève date des années 80 et qu'il n'a pas été actualisé depuis. Il suggère d'auditionner des universitaires spécialisés en droit financier ou budgétaire.

Un commissaire estime qu'il suffirait que le Conseil administratif présente officiellement les comptes avant leur boucllement pour qu'il soit possible de faire des provisions.

Plusieurs commissaires sont favorables à l'organisation d'un colloque, d'une journée d'étude consacrés à l'endettement public.

Un commissaire rappelle cependant que la Ville de Genève n'a actuellement pas le pouvoir de faire des réserves. Le président, quant à lui, propose de refaire une motion demandant au Conseil administratif de proposer diverses options pour réduire la dette ou de lui adresser une lettre allant dans ce sens. Il ajoute que chaque parti a son opinion sur le meilleur moyen de réduire la dette, par exemple en taxant le capital.

Certains souhaitent voter sans plus attendre, mais d'autres suggèrent d'auditionner M^{me} Calmy-Rey. C'est finalement ce choix qui l'emporte par 9 oui (2 S, 2 Ve, 2 AdG/SI, 1 AdG/TP, 2 DC) contre 4 non (2 L, 2 R).

Note du rapporteur: cette audition n'ayant pu avoir lieu, la commission y a ultérieurement renoncé.

Séance du 27 mars 2001

L'un des motionnaires admet que la constitution de réserves ou provisions dans les comptes de la Ville nécessite au préalable une modification de la loi sur l'administration des communes, mais il maintient néanmoins sa motion pour inciter le Conseil administratif à faire des propositions visant à affecter des excédents de recettes à la diminution de la dette. Il est en outre toujours à la recherche d'un spécialiste qui pourrait éclairer la commission et accepte l'idée de modifier ensuite le texte de la motion.

Séance du 4 avril 2001

M. Robert Pattaroni a contacté le professeur de finances publiques M. Weber. Ce dernier a décliné l'invitation, mais a proposé M. Bernard Dafflon, professeur à l'Université de Fribourg et ancien chef de service au Département des finances de la Ville et du Canton de Fribourg.

Le même motionnaire propose toutefois de créer au sein de la commission un groupe de travail chargé de développer la motion et de faire part de ses conclusions à la commission. Cette solution est retenue à l'unanimité.

Note du rapporteur: le groupe de travail, composé de six commissaires, s'est réuni une fois le 27 avril 2001. Un résumé de la réunion est annexé au rapport.

Séance du 11 décembre 2001

Un motionnaire informe la commission que le professeur Dafflon n'a malheureusement pas le temps de préparer un exposé et d'être auditionné par la commission. Il propose d'entendre à sa place M. Nils Soguel. Cette proposition est acceptée.

Audition de M. Nils Soguel, professeur à l'IDHEAP (Institut de hautes études en administration publique)

Sur un plan purement comptable, M. Soguel rappelle que la diminution ou l'augmentation de la dette résulte du volume d'autofinancement. La dette ne diminue que si l'autofinancement est supérieur à l'investissement net. Sous cet angle, la motion n'apporte pas de solution. En revanche, du point de vue de la discipline budgétaire, la motion conduit à une réflexion: quelle devrait être la réaction d'un exécutif en cas de recettes excédentaires? Il est vrai que la tendance naturelle est de dépenser plus. C'est donc moins de technique budgétaire qu'il s'agit mais bien d'une optique comportementale face à un boni.

M. Soguel souligne qu'il faut être particulièrement prudent si les excédents proviennent de recettes aléatoires, exceptionnelles ou extraordinaires. Une saine gestion doit se fonder sur des recettes structurelles et non sur des revenus conjoncturels, non récurrents ou par nature fluctuants. Il n'en reste pas moins que dans les cantons où des dispositions légales contraignantes existent, par exemple à Fribourg, la dette se développe moins rapidement qu'ailleurs.

En pratique, on sait bien que l'augmentation des charges dans les services est souvent calquée sur l'accroissement des revenus. C'est l'éternel dilemme entre la réaction humaine et le débat politique.

Une commissaire observe toutefois que, si l'on veut une politique volontariste de réduction de la dette, on doit intervenir dès le départ sur la composition du budget. M. Soguel répond que les techniques budgétaires n'ont jamais empêché les bonis d'aiguiser les appétits. La maîtrise de la dette passe en fait par une équation très simple: plus de recettes, moins de dépenses ou frein à l'investissement. Le taux d'autofinancement n'est rien d'autre que le résultat de cette équation.

Un autre commissaire demande à M. Soguel ce qu'il pense de la technique du budget zéro. Peut-elle être appliquée à une municipalité? M. Soguel répond que le budget base zéro nous vient des États-Unis (présidence Carter). L'idée était séduisante, mais elle a été abandonnée, car elle était trop lourde à mettre en œuvre.

Discussion et vote

D'une brève discussion il ressort que la réduction de la dette est avant tout une question de choix politique.

Mise aux voix, la motion est refusée par 13 non (2 AdG/SI, 2 AdG/TP, 2 Ve, 2 S, 3 L et 2 R) et 2 abstentions (2 DC).

Note du rapporteur: il serait erroné d'interpréter le résultat du vote sur cette motion comme un désintéret des commissaires par rapport à la dette publique – c'est au contraire une priorité clairement exprimée par plusieurs partis politiques – alors que ce résultat provient du simple constat d'une inadéquation entre le texte de la motion et le but recherché.

Réponse du Conseil administratif à la question écrite de M. Jean-Pascal Perler, du 15 novembre 2000, intitulée: «Excédent de revenus».

TEXTE DE LA QUESTION

En quoi les bonis qui, selon le nouveau modèle des comptes adopté en 1985, sont affectés à l'augmentation de la fortune peuvent-ils faire diminuer directement ou indirectement la dette?

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

L'augmentation de la dette est provoquée par un recours à l'emprunt supplémentaire dû à une insuffisance de financement au cours d'un exercice budgétaire donné. Une dette reste stable si l'autofinancement des investissements est total (égal à 100%). La dette diminue si ce taux d'autofinancement est supérieur à 100%, et augmente si le taux est inférieur à 100%.

L'autofinancement est composé, d'une part, des amortissements de l'année et, d'autre part, de l'excédent de revenus pour la même période (en cas d'excédent de charges, ce dernier vient en diminution de l'autofinancement).

Le taux d'autofinancement susmentionné est le rapport entre le montant de l'autofinancement et celui des investissements nets¹ de l'exercice.

Lorsque les comptes présentent un excédent de revenus (ou «boni»), celui-ci s'additionne au montant total des amortissements pour déterminer le niveau de l'autofinancement de l'exercice.

La présence de ce boni n'implique pas encore une logique de désendettement, dès lors que celui-ci dépendra du montant des investissements nets de l'exercice. Seul un taux d'autofinancement supérieur à 100% est un gage de diminution de la dette.

En conclusion, le boni n'est pas en tant que tel une condition *sine qua non* de désendettement, mais il y contribue et le facilite. L'affectation des bonis à la for-

¹ Dépenses d'investissements moins recettes d'investissements (subventions cantonales, fédérales,...).

tune est une matérialisation comptable d'un «non-dépensé» au niveau du budget de fonctionnement¹. En cas d'excédent de charges, celui-ci viendrait en diminution de la fortune.

Au nom du Conseil administratif

Le secrétaire général:
Jean Erhardt

Le conseiller administratif:
Pierre Muller

Le 7 mars 2001.

M. André Kaplun, rapporteur et président de la commission des finances (L). Je prendrai la parole en tant que rapporteur plutôt qu'en tant que président, mais je serai bref, car je crois avoir tout expliqué dans mon rapport. Je voudrais simplement demander à celles et à ceux qui n'ont pas participé directement à nos travaux de comprendre que nous avons été confrontés à deux difficultés en étudiant cette motion.

Tout d'abord, la loi sur l'administration des communes (LAC) fixe des paramètres à l'intérieur desquels nous sommes obligés de travailler. Peut-être devons-nous un jour modifier cette loi, c'est possible, mais, pour l'instant, nous n'en sommes pas encore là. Par conséquent, nous sommes bien obligés d'appliquer les dispositions réglementaires concernant le genre de problème soulevé par la motion M-48.

La deuxième difficulté à laquelle nous avons été confrontés est sans doute due aux règles normales de comptabilité suivies par la Ville de Genève, à savoir que l'augmentation, le maintien ou la réduction de la dette ne sont rien d'autre que la résultante du taux d'autofinancement. Si ce dernier augmente, il est clair que cela a une influence directe sur la réduction de la dette.

Je tiens à faire comprendre à toutes et à tous ici que c'est uniquement en raison de ces deux difficultés, de ces deux paramètres, que la commission des finances est arrivée à la conclusion que l'approche proposée par la motion M-48 n'aboutissait au fond qu'à une impasse. Le vote négatif de la commission sur cet objet n'est donc pas du tout une marque de désintérêt de la part de celle-ci pour le problème de la réduction de la dette. Tout le monde dans cette enceinte sait que cette dette, même si elle a légèrement diminué, est encore importante et qu'elle demeure une préoccupation pour plusieurs groupes politiques, en particulier pour le mien.

Je tiens donc simplement à vous dire ce soir que la motion M-48 partait sans doute de bonnes intentions, nous ne le contestons pas; mais nous avons constaté en examinant cette motion – et nous nous sommes bien évidemment entourés pour ce faire de personnes qualifiées maîtrisant le sujet beaucoup mieux que nous – que nous ne parvenions pas à résoudre le problème qu'elle posait.

Je pense néanmoins qu'il conviendra un jour que nous trouvions une formule adéquate, en nous dotant peut-être de moyens différents, pour arriver à résoudre ce problème lancinant de la réduction de la dette. Cependant, aujourd'hui, nous n'en avons pas les moyens. J'espère pouvoir prochainement vous proposer quelque chose de nouveau ou de différent qui nous permettra enfin d'influer de manière plus directe et plus positive sur ce problème.

Premier débat

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Pour compléter ce que vient de dire M. Kaplun, je vous renvoie à la page 5 du rapport M-48 A, où l'on trouve une explication, à mes yeux extrêmement claire, de l'autofinancement. Vous avez compris que, lorsque l'autofinancement est supérieur à 100%, nous nous désendettions et, lorsqu'il est inférieur à 100%, nous nous endettons. Pour que cela soit bien clair, je dirai que, lorsque nous faisons un boni sur le compte de fonctionnement, cela a une influence sur le compte d'investissements.

Vous avez constaté que, depuis deux ans, la fortune de la Ville a repris peu de vigueur et que nous avons enfin des comptes de fonctionnement positifs. Le boni est directement affecté au montant de la fortune. Les investissements, quant à eux, sont largement autofinancés. Aux comptes 2001 de l'année dernière, nous en étions à plus de 260% d'autofinancement, ce qui fait que nous avons pu réduire la dette de façon importante. L'objectif que s'était fixé le Conseil administratif, à savoir de réduire la dette de 25 millions de francs par année, donc au total de 100 millions de francs durant la législature 1999-2003, a donc largement été atteint. En effet, à la fin de l'exercice 2002, en principe, nous rembourserons environ 100 millions de francs sur la dette.

Je crois donc que nous sommes sur la bonne voie et j'encourage le Conseil municipal à continuer ainsi, parce que le poids de la dette est important. J'ajoute une brève référence, importante à mes yeux, en tant que responsable des finances de la Ville de Genève: je souhaiterais qu'à terme, c'est-à-dire dans quelques années, notre dette, que nous ne pouvons pas éteindre complètement, soit à la hauteur de notre compte de fonctionnement. En clair, nous avons 1 milliard de francs de compte de fonctionnement. Le jour où nous en serons à 1 milliard de francs d'endettement, Mesdames et Messieurs, je crois que vous et nous aurons rempli notre devoir d'assainissement des finances de la Ville de Genève.

M^{me} Michèle Ducret (R). Pour rester dans les métaphores sportives, je dirai, en parlant comme au rugby, que le groupe démocrate-chrétien a fait un essai qu'il n'a pas pu transformer; nous l'encourageons pourtant vivement des tribunes et nous regrettons que cela ne puisse pas se réaliser, car la LAC nous en empêche. Cependant, nous insistons ici sur notre souci de réduire la dette et sur notre plaisir en apprenant qu'il y a maintenant de plus en plus d'autofinancement et que, de la sorte, la dette diminue petit à petit.

Nous soutiendrons le Conseil administratif dans ses efforts et essaierons d'empêcher que, par des augmentations de personnel intempestives, comme nous l'avons constaté au dernier budget, l'on augmente de nouveau les frais de la Ville et que l'on fasse de surcroît des dépenses intempestives.

Nous voterons donc bien sûr les conclusions du rapport, puisque nous ne pouvons faire autrement, mais nous soutiendrons volontiers tous les efforts faits contre l'endettement.

M. Daniel Sormanni (S). Je ne peux qu'approuver les propos tenus par M. Muller. Cela dit, ce n'est pas la loi qui va nous empêcher de faire quoi que ce soit, ni de rembourser la dette, mais tout simplement le niveau de nos dépenses et celui de nos investissements. Arrêtez de vous cacher derrière la loi, ce n'est pas cela qui va changer quoi que ce soit! Ayons le courage d'avoir effectivement un budget de fonctionnement à la hauteur de nos capacités financières, que nous finançons à plus de 100%. Ce sera le seul gage de la réduction de la dette.

Cette motion était donc, en fait, tout à fait électoraliste et totalement superfétatoire. Elle a simplement amusé la galerie, mais telle est assez souvent l'habitude du groupe démocrate-chrétien. L'objectif à viser est donc celui que je viens de souligner, et je crois, Mesdames et Messieurs des groupes de l'Entente, que, si nous voulons maintenir l'effort de réduction de la dette et même l'accélérer – j'estime quant à moi que nous devons agir dans ce sens – il nous faut profiter des bonnes années de nos finances municipales et du revenu cantonal en train d'augmenter. Ce n'est pas en réduisant l'impôt que nous diminuerons la dette, ou en tout cas elle diminuera moins vite ainsi.

Tel est le message que je voulais essayer de faire passer: Mesdames et Messieurs les membres de l'Entente, ne vous trompez pas de cible! Si vous baissez la fiscalité en Ville de Genève, vous réduirez les chances de diminution de la dette et vous ferez tout faux!

M. Robert Pattaroni (DC). Je n'avais pas forcément prévu de prendre la parole, mais je le ferai juste pour donner une ou deux précisions. Tout d'abord, je tiens à remercier le rapporteur qui, de par son travail, a même enrichi les travaux de la commission; nous pouvons tous lui en savoir gré.

Deuxièmement, vous l'avez noté, cette motion a été déposée très peu de temps après les élections. Beaucoup s'en souviendront sans doute: c'était à une période où nous ne savions vraiment plus que faire pour diminuer la dette. Il est vrai que, en diminuant le budget des dépenses, nous pouvons effectivement éviter de dépenser de l'argent et le mettre de côté. Or, très souvent, de tous côtés et notamment à l'Etat, on nous dit que, pour changer quelque chose, il faut changer la loi; nous avons donc souhaité faire une étude en la matière.

Chaque fois que nous proposons de traiter un sujet de manière un peu sérieuse en étudiant pourquoi la situation est ainsi, à quoi cela tient et ce que nous pour-

rions faire pour l'améliorer, cela énerve certains partis et leurs propos trahissent une réaction quelque peu disproportionnée par rapport au problème posé. C'est dommage, car, si nous jouions tous dans la même ligue, nous n'aurions pas ce genre de controverses. Mais il y a un décalage de niveau entre ceux qui jouent en ligue nationale A – nous prétendons en être – et ceux qui s'en tiennent à la ligue nationale B. Nous sommes certes sur le même terrain, mais nous ne sommes pas au même niveau de sérieux quant à la prise en compte des problèmes.

Cela dit, je tiens à préciser que nous avons souhaité entendre des personnes faisant autorité en la matière, c'est-à-dire en tout cas trois professeurs d'économie politique et surtout de finances publiques. Le premier, M. Weber, professeur à Genève, a longtemps été un expert important au niveau de la Confédération; il n'était pas disponible, parce qu'il avait pris des engagements très importants à l'échelon international. Nous nous sommes adressés ensuite au professeur Dafflon, qui est probablement aujourd'hui l'un des principaux experts de Suisse en matière de finances publiques. Lui aussi a dû décliner notre invitation à être auditionné, parce qu'il avait trop de travail. Finalement, nous avons pu entendre le professeur Soguel, de l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP), lequel n'a pas pu nous apporter de solution nouvelle.

Nous ressentons donc un certain dépit. En effet, nous avons beaucoup de considération pour la recherche en général, mais nous estimons que le but de la recherche universitaire consiste à découvrir des possibilités dans des cas où les personnes qui ne sont pas spécialistes n'en trouvent pas. Voilà pourquoi nous avons fait cette démarche.

Je remercie aussi M. Muller, qui a rappelé l'essentiel de la situation. Il est évident que la motion M-48 n'a pas pu changer la donne, mais je vous invite à considérer cette démarche comme une tentative de bien faire. Il est un peu dommage que quelques-uns considèrent une tentative de bien faire comme de la démagogie.

M. Jacques François (AdG/SI). Notre groupe votera bien évidemment les conclusions de la commission et refusera donc la motion elle-même, principalement pour une raison technique que M. Kaplun a tout à fait bien expliquée.

En outre, nous ne pensons pas que cette motion puisse nous mener très loin et constituer l'objet d'une réflexion de fond aujourd'hui, dans cette enceinte. En ce moment, la question de la dette est beaucoup trop grave pour que l'on puisse en parler en termes sportifs comme l'ont fait M. Pattaroni et M^{me} Ducret.

M. Pierre Muller, conseiller administratif. J'interviendrai rapidement pour replacer cette motion dans son cadre historique, c'est-à-dire au moment où elle a

été déposée par le groupe démocrate-chrétien. Je m'en souviens parfaitement, c'était à la fin de 1999; nous n'avions pas encore les résultats des comptes 1999, qui se sont révélés par la suite extrêmement positifs, ce qui nous a évidemment permis de rembourser immédiatement une partie de la dette.

Je crois que les explications que nous avons données en son temps, mes services et moi-même, étaient assez claires, à savoir que nous dépendions d'un «carré» à la fois légal et réglementaire qu'il était impossible de changer, parce que les lois ne sont pas faites par le Conseil municipal. C'est le cas, de temps en temps, de quelques règlements, mais ce sont plutôt le Grand Conseil et le Conseil d'Etat qui édictent des lois. Voilà donc la raison pour laquelle cette motion a finalement dû être bottée en touche, parce qu'elle n'entraînait pas véritablement dans le cadre des travaux du Conseil municipal.

Néanmoins, du point de vue de la pédagogie, cette question a été traitée de manière très complète. Le rapporteur a fourni un rapport de qualité, puisqu'il nous a dépeint le tableau complet de la situation. La commission a estimé qu'il fallait entendre des professeurs divers et variés, mais je crois que celui qui a été auditionné, M. Nils Soguel, n'a pas pu dire autre chose que ce qui avait déjà été dit à la commission des finances du Conseil municipal. Cela prouve que la qualité des conseillers municipaux, je me permets de le dire, vaut probablement celle d'un professeur à l'IDHEAP, en tout cas dans ce domaine-là.

M. Jean-Pascal Perler (Ve). Permettez-moi, après toutes ces discussions, de donner l'avis des Verts. Je n'ai pas grand-chose de nouveau à ajouter, si ce n'est que je pourrais faire une synthèse de ce que nous avons appris dans le cadre de cette étude. Après une série de comptes médiocres, nous avons enfin pu enregistrer des bonis, et certains de nos collègues avaient envie de les dépenser dans des actions de toutes sortes. Mais les comptes étant bloqués au 31 décembre de l'année en cours, nous ne pouvons plus y toucher, et les bonis sont affectés à la fortune et non pas directement à la diminution de la dette.

J'en viens à ce que nous avons appris de plus important à mon avis. C'est que les objectifs politiques apparaissent dans le projet de budget et non dans les comptes... A bon entendre, salut.

M. Daniel Sormani (S). Monsieur le président, vous direz à M. Pattaroni que je lui renvoie ses propos peu sympathiques. Il nous faut bien resituer la motion M-48 dans le contexte général. Je répète ici que ce n'est pas une quelconque loi qui va changer quoi que ce soit. La problématique consiste à savoir quel est le résultat d'exploitation du compte de fonctionnement et le niveau des

investissements, mais pas uniquement. En effet, vous le savez bien, tout cela dépend également des liquidités de la Ville et de leur flux, donc de l'encaissement des impôts au niveau du Canton et de la part reversée à la Ville de Genève, ainsi que du rendement des placements que nous pouvons faire.

Au-delà de cela, toute la discussion n'est que polémique. J'approuve là encore M. Muller – c'est la deuxième fois ce soir! – car je crois effectivement que nous n'avions pas besoin de cette motion. Mais elle a été déposée, un très bon rapport a été rédigé, nous en prenons acte et nous conserverons cet objet dans les annales, ce qui est toujours intéressant.

Néanmoins, ce ne sont pas les professeurs d'université qui nous ont appris quoi que ce soit sur cette problématique, car ils n'ont pas pu nous inspirer une manière d'agir, puisque de toute manière nous devons nous conformer à la LAC en ce qui concerne les comptes et les provisions, que les communes ne sont pas autorisées à faire. Finalement, tout cela est lié à la gestion financière et, de toute façon, il faut que le résultat du compte de fonctionnement soit positif – premier élément indispensable pour réduire la dette; deuxièmement, il s'agit également d'avoir un niveau d'investissements avec un taux suffisant d'autofinancement et, troisièmement, d'avoir un niveau de liquidités nous permettant de rembourser la dette, faute de quoi nous ne remboursons rien du tout.

Je crois donc que ce débat, à ce stade, s'est révélé relativement stérile. Ce que je souhaite, c'est que nous poursuivions nos efforts dans cette direction, dans la mesure où nos moyens, les rentrées fiscales et la gestion le permettent. Il faut que les rentrées fiscales soient reversées aux communes par l'administration cantonale, qui est chargée de leur perception. Au-delà de ces considérations, ce débat est relativement vain, et c'est pour cela que nous approuverons bien entendu les conclusions de la commission consistant à refuser la motion M-48.

M. Pierre Muller, conseiller administratif. J'apporte encore juste une petite précision, parce que je crois que certains n'ont pas encore tout à fait compris que l'exercice annuel dure du 1^{er} janvier au 31 décembre. Il est vrai que, lorsque vous recevez les comptes, ils sont déjà bouclés pour l'année qui précède. Par contre, Mesdames et Messieurs, il vous est toujours possible d'entrer en matière sur ce que l'on appelle maintenant un «correctif budgétaire», lequel se fait sur l'année en cours. Il est donc clair que, si vous voulez apporter une correction budgétaire par rapport à l'année 2001, cela se fait en 2002.

C'est la raison pour laquelle vous avez décidé, pour cette année, lorsque nous avons envisagé l'étude du projet de budget, de changer la manière de préparer le budget de l'année suivante et de pouvoir finalement influencer, en amont déjà, le projet de budget du Conseil administratif. C'est la procédure que les conseillers

administratifs responsables des différents départements viennent de suivre en étant auditionnés à tour de rôle à la commission des finances, et je pense que c'est une bonne chose.

Quant au reste, je crois qu'il ne sert à rien de se chamailler aujourd'hui. Nous avons des théories politiques différentes, je souscris à la politique que l'on veut instiller en matière financière d'un côté, mais de l'autre, vous en avez une différente, et c'est ce qui fait la diversité et l'intérêt de nos débats ici au Conseil municipal.

Deuxième débat

Mises aux voix, les conclusions de la commission des finances demandant le refus de la motion sont acceptées à la majorité (quelques oppositions et abstentions).

7. Pétitions.

Le président. Nous avons reçu la pétition suivante:

- P-66, «Ex-LN Industries SA, immeuble sinistré».

Cette pétition sera renvoyée à la commission des pétitions.

8. Propositions des conseillers municipaux.

Le président. Nous avons reçu le projet d'arrêté suivant:

- PA-29, de *MM. Pierre Maudet et Jean-Marc Froidevaux*: «Respect de la légalité en matière de recours dans l'adjudication des marchés publics»

ainsi que les motions suivantes:

- M-308, de *M^{mes} Alice Ecuillon, Liliane Johner, Catherine Hämmerli-Lang, Sophie Fischer, Nicole Bobillier, MM. Olivier Coste, Christian Zaugg et André Fischer*: «Maison de vacances pour personnes âgées La Nouvelle Roseraie»;

- M-309, de *M^{mes} Michèle Ducret, Catherine Hämmerli-Lang, MM. Michel Ducret, Guy Dossan, Alain Fischer, Bernard Lescaze, Pierre Maudet et René Winet*: «Pour une gestion objective de la propreté urbaine»;
- M-310, de *M^{me} Michèle Ducret, MM. Michel Ducret, Alain Fischer et Pierre Maudet*: «Pour un musée des transports à Genève»;
- M-311, de *M. Michel Ducret*: «Pour un aménagement vert du square de Sainte-Clotilde»;
- M-312, de *M. Georges Breguet et M^{me} Vanessa Ischi Kaplan*: «Notre ville abrite une faune sauvage; celle-ci mérite notre protection!»;
- M-313, de *M. Roman Juon, M^{mes} Sandrine Salerno, Annina Pfund, MM. Roger Deneys, Olivier Coste, M^{me} Nicole Bobillier, MM. Daniel Sormanni, Jean-Louis Fazio, M^{me} Virginie Keller Lopez, MM. Gérard Deshusses, René Grand et M^{me} Melissa Rebetetz*: «Des outils modernes pour faciliter la compréhension des projets d’urbanisme, d’aménagements urbains et d’architecture (bis)».

9. Interpellations.

Néant.

10. Questions écrites.

Le président. Nous avons reçu les questions écrites suivantes:

- QE-77, de *M^{me} Catherine Hämmerli-Lang*: «Cimetières de la Ville de Genève»;
- QE-78, de *M. Roman Juon*: «Organiser des journées portes ouvertes de l’administration municipale»;
- QE-79, de *M. Daniel Künzi*: «Feux de circulation à l’angle du boulevard Carl-Vogt et de la rue de l’Ecole-de-Médecine».

J'ai une communication à vous faire. La commission de l'informatique et de la communication se réunira lundi 10 juin à 17 h 30 à la salle A. La séance du vendredi 7 juin de la commission ad hoc Casino est annulée. Elle sera probablement reportée au vendredi suivant. Une convocation suivra.

Séance levée à 22 h 55.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	298
2. Communications du bureau du Conseil municipal	298
3.a) Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit de 4 080 567 francs destiné à la réfection partielle et à la mise en conformité de la patinoire intérieure des Vernets située au 4, rue Hans-Wilsdorf, parcelle 2417, feuille 89, section Genève- Plainpalais (PR-213). Préconsultation	298
3.b) Réponse du Conseil administratif à la motion de MM. Jean-Pierre Oberholzer, Pierre Reichenbach, Georges Queloz, Peter Pirkel, Pierre Maudet et Didier Bonny, acceptée par le Conseil municipal le 16 avril 2002, intitulée: «Contrat de gestion pour la patinoire des Vernets» (M-280). Suite.....	298
4. Rapport de la commission des finances chargée d'examiner la propo- sition du Conseil administratif en vue du bouclement du crédit extra- ordinaire de 150 000 francs voté par le Conseil municipal le 14 sep- tembre 1993 (proposition N° 242) et destiné à l'aménagement d'un théâtre dans le centre artisanal au 31-33, rue Louis-Favre/9, rue du Grand-Pré, en faveur de la compagnie de MM. Claude Para et Luc Surbeck (PR-179 A)	330
5. Rapport de la commission des pétitions chargée d'examiner la péti- tion intitulée: «Nuisances du marché couvert et de la Maison de quar- tier de Saint-Jean» (P-3 A).....	337
6. Rapport de la commission des finances chargée d'examiner la motion de M ^{mes} Anne-Marie von Arx-Vernon, Alice Ecuivillon, Alexandra Rys, MM. Didier Bonny, Philippe Cottier, Jean-Charles Lathion, Guy Mettan, Robert Pattaroni et Guy Savary, renvoyée en commission le 3 mai 2000, intitulée: «Pour que les recettes supplémentaires soient affectées à la diminution de la dette» (M-48 A).....	343
7. Pétitions	402

8. Propositions des conseillers municipaux	402
9. Interpellations	403
10. Questions écrites	403

La mémorialiste:
Marguerite Conus